

DÉPARTEMENT DE LA SOMME
CONSEIL DÉPARTEMENTAL
ARCHIVES DÉPARTEMENTALES

FONDS DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE SAINT-VALERY-SUR-SOMME

AFFAIRES GÉNÉRALES, VIE DU TRIBUNAL,
MINUTES DES JUGEMENTS, DOSSIERS DE
PROCÉDURE, ORDONNANCES, MARQUES DE
FABRIQUES, ACTES DE SOCIÉTÉS, LIQUIDATION
JUDICIAIRES ET FAILLITES, AFFAIRES MARITIMES

(1911-1999)

Répertoire numérique détaillé

1390 W

établi par
Stéphane Diépold, assistant de conservation du Patrimoine

sous le contrôle scientifique et technique de
Élise Bourgeois, Conservatrice en chef du Patrimoine

Amiens, 2020

SOMMAIRE

Introduction page 3

Présentation du versement

Communicabilité

Sources complémentaires page 6

Bibliographie

Archives

Répertoire numérique détaillé/méthodique page 8

INTRODUCTION

Présentation du versement

Le versement 1390 W a été effectué en date du 28 décembre 1999 par le Tribunal de Commerce de Saint-Valery-sur-Somme.

Ce versement comprenait 102 articles et représentait 13 mètres linéaires avant traitement.

Il a fait l'objet durant l'année 2020 d'une opération de classement et de reconditionnement par l'ensemble des agents du service Aide aux Administrations.

Après traitement et éliminations, il comprend désormais 98 articles et représente 10 ml.

Ce versement contient essentiellement des documents relatifs aux affaires générales, des minutes de jugements, des dossiers de procédures, des ordonnances, des dossiers de liquidations judiciaires et faillites.

Intérêt historique du fonds

Les documents contenus dans le fonds 1390 W permettent de comprendre le rôle et le fonctionnement du Tribunal de commerce. Ils permettent également d'étudier l'économie et le commerce local et leur évolution sur le territoire sud-ouest du département de la Somme (notamment dans les villes situées sur la façade maritime : Mers-les-bains, Ault, Cayeux-sur mer, Saint-Valery-sur-Somme..., et dans les villes situées dans le Vimeu industriel : Friville-Escarbotin, Feuquières-en-Vimeu, Fresseneville, Bourseville...

Historique des tribunaux de commerce

La première juridiction consulaire a été créée à Lyon en 1419. Des juridictions similaires sont ensuite créées à Toulouse en 1549 et à Rouen en 1556. Un édit de 1563, inspiré par le chancelier Michel de l'Hospital, crée une juridiction consulaire à Paris et prévoit qu'il pourra en être créé chaque fois qu'une ville souhaitera en avoir un.

Chaque juridiction consulaire se composait d'un juge et de quatre consuls élus (d'où le nom de juridiction consulaire). Elle connaissait des litiges entre marchands puis également, à partir de 1715, des faillites et des « banqueroutes simples » (non frauduleuses).

La Révolution française conserve le principe de ces juridictions, qui prennent alors, par la loi des 16 et 24 août 1790 le nom de Tribunaux de commerce, qu'elles ont gardé.

Organisation des tribunaux de commerce

Le tribunal de commerce est composé de juges non professionnels, appelés "juges consulaires". Ce sont des bénévoles, choisis parmi des commerçants ou des dirigeants d'entreprises. Ils sont élus par les délégués consulaires et par leurs pairs (L. 723-1 du *Code de Commerce*).

La formation de jugement doit comporter au moins trois juges, sauf dispositions contraires.

Le ministère public représente les intérêts de la société devant le tribunal de commerce. Il s'exprime obligatoirement dans les dossiers d'entreprises en difficulté (redressement ou liquidation judiciaire).

Le greffe du tribunal de commerce est tenu par un officier public et ministériel (L.741-1 du *Code de Commerce*).

Compétences des tribunaux de commerce

Le tribunal de commerce tranche, de manière générale, les litiges entre commerçants ou entre commerçants et sociétés commerciales, et ceux qui portent sur les actes de commerce.

Il juge notamment :

- les litiges entre les entreprises, y compris les établissements de crédit ou les sociétés de financement (L. 721-3 du *Code de Commerce*), en droit communautaire et en droit national en matière de commerce et de concurrence ;
- les litiges relatifs aux actes de commerce entre toutes les personnes ;
- les litiges relatifs à une lettre de change ;
- les litiges opposant des particuliers à des commerçants ou à des sociétés commerciales dans l'exercice de leur commerce lorsque les particuliers optent pour la saisine du tribunal de commerce ;
- les contestations entre les associés d'une société commerciale ;
- les difficultés des entreprises : sauvegarde, redressement et liquidation.

Le tribunal de commerce statue en premier et dernier ressort (sans possibilité d'appel), ou en premier ressort à charge d'appel, selon l'importance du litige.

Le greffe du tribunal de commerce assure des fonctions diverses : il conserve les actes et délivre les copies des décisions du tribunal permettant leur exécution, tient le Registre du commerce et des sociétés, assure la cote et le paraphe des livres des commerçants et sociétés commerciales.

Le Tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme

Le Tribunal de Commerce de Saint-Valery-sur-Somme a été créé en avril 1792 et installé le 1^{er} mai 1792.

Un monument fut érigé afin d'accueillir le Tribunal de Commerce, son inauguration a eu lieu le 5 janvier 1870

Le Tribunal de Commerce de Saint-Valery-sur-Somme a été fermé le 1^{er} janvier 2000, le bâtiment qui l'abritait est aujourd'hui devenu un lieu dédié à l'accueil d'expositions et de spectacles.

Le Tribunal de Commerce d'Abbeville a lui fermé le 1^{er} janvier 2009. Il ne reste aujourd'hui que le Tribunal de Commerce d'Amiens dans le département de la Somme.



Communicabilité

Les documents de ce fonds sont librement communicables mis à part les dossiers de procédure datant de moins de 75 ans. En effet, selon le code du patrimoine, le délai de communicabilité des documents relatifs aux affaires portées devant les juridictions est fixé à 75 ans.

**La communicabilité des liasses de ce versement est donc
immédiate ou de 75 ans.**

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

Archives

Archives départementales de la Somme

Série W

- 184W Tribunal de commerce d'Amiens (1962 - 2008)
- 186W Tribunal de Grande Instance de Péronne à compétence commerciale (1956 – 1994)
- 187W Tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme (1964 - 1999)
- 188W Tribunal de commerce d'Abbeville (1940 - 2008)
- 1447W Tribunaux de commerce d'Amiens, Doullens et Montdidier (1940 - 1972)

Série U

- 6U2 Tribunaux de commerce d'Amiens, Doullens et Montdidier (1863 - 1939)
- 6U3 Tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme (An II – 1987)

Série M

- 6M Population. Affaires économiques. Statistiques. (1792 – 1952)
- 8 M Commerce et tourisme (1800 - 1940)

Bibliographie

Archives départementales de la Somme

GAUDEFROY, Léon. *Histoire du tribunal de Commerce de terre et de mer de Saint-Valery-sur-Somme*. - Abbeville : Leclerc, 1953. [Br 2217] ou [8°880]

Liste générale des commerçants patentables des cantons de Saint-Valery et d'Ault dressée en exécution de l'article 618 du décret du 20 août 1948. - Amiens : Imprimerie de Duval et Herment . [GUER232]

BRULE (J), *Inauguration du nouveau tribunal de commerce de Saint-Valery-sur-Somme*. - [BR3181]

Société d'Emulation d'Abbeville, bulletins. Tome 29, fascicule 4, 2004. [5Rev82]

Société d'Archéologie et d'Histoire de Saint-Valery-sur-Somme. Numéro 33, 2002. [63Rev17]

Société d'Archéologie et d'Histoire de Saint-Valery-sur-Somme. Numéro 42, avril 2011. [63Rev43]

Répertoire numérique détaillé

AFFAIRES GENERALES

Élections des juges consulaires

W 1 à W 3	Élections triennales, commission de contrôle, révision des listes électorales triennales consulaires du tribunal de commerce de Saint-Valery sur Somme et de la Chambre de Commerce d'Abbeville, demande d'inscription : listes des électeurs, correspondance, organisation du scrutin, procès-verbal de vérification et de clôture des listes des électeurs, arrêté de nomination des membres, affiche de dépôt des listes électorales.	1951 - 1997
W 1	1951 – 1960.	
W 2	1961 – 1964.	
W 3	1967 – 1997.	
W 4 à W 7	Liste des membres du collège électoral du tribunal de commerce, organisation du scrutin, déclarations de candidature, procès-verbaux des opérations électorales : délibération, correspondance, procès-verbal des opérations électorales, procès-verbal de réception des magistrats consulaires, convocation, liste des candidats, déclaration de candidature, procès-verbal d'élection, carte d'électeur.	1943 - 1998
W 4	1945 - 1965	1943-1965
W 5	1966 - 1975	
W 6	1976 - 1985	
W 7	1986 - 1998	

Registres ou feuillets d'audience en matière commerciale

W 8	Rôles du tribunal de commerce.	1940 - 1987
W 9	Plumitifs : 15 cahiers.	1948 - 1988

Registres des émoluments, documents comptables et de caisse

W 10	Dépenses de combustible utilisé pour le chauffage du tribunal de commerce / Répertoire.	Décembre 1956 - février 1958
W 11 à W 12	Budget départemental, factures de fonctionnement du tribunal de commerce adressées au préfet.	1959 - 1987
W 11	1959 - 1979	
W 12	1980 - 1987	

Correspondance administrative

W 13	Courrier Président.	1989 - 1999
------	---------------------	-------------

VIE DU TRIBUNAL

Vie du tribunal

W 14	Circulaires et décrets.	1939 - 1999
	Procédures de guerre : article de presse, circulaire, bulletin des greffiers des tribunaux de commerce, correspondance.	1939 - 1941
	Délais de procédure intéressant les mobilisés : décret.	1939
	Délais de procédure intéressant les non-mobilisés : décret, correspondance.	1939
	Délais de procédure intéressant les mobilisés et les non-mobilisés : décret, circulaire.	1940
	Caisse d'allocations familiales des travailleurs indépendants de la Somme, service prospection et contrôle : demande d'exonération, correspondance, formulaire vierge.	1942 - 1945
	Syndics et administrateurs judiciaires : extrait de registre des délibérations, correspondance, convention, liste.	1942 - 1964
	Dossier Maître Meyniel.	1945-1951
	Dossier Maître Carlier.	1945
	Dossier Maître Gest.	1942
	Dossier Maître Garnier.	1994
	Honorariat : correspondance, article de presse.	1954 - 1961
	Vie du tribunal : extrait du registre de délibération, circulaire, correspondance.	1943 - 1965
	Affaire Lephay Savreux et contre Cordonnier contre Ricouart, jugement du 26/07/1900 : jugement	1900
	Affaire Carlier Ravault : extrait de délibération, jugement, correspondance, requête.	1950-1955
	Traitement de la femme de ménage du tribunal de commerce /	1983 - 1999
	<i>1 Dossier.</i>	

JUGEMENTS

Minutes des décisions de la juridiction

W 15 à W 17	Jugements.	1940 - 1970
W 15	1940 - 1952 (4 cahiers).	
W 16	1953 - 1966.	
W 17	1967 - 1970.	

Dossiers de procédure¹.

Vente et cession de fonds de commerce et d'entreprise, adjudication, expertise, recouvrement de créance : correspondance, article de presse, conclusion, acte notarié, publicité, requête, décompte du travail effectué, assignation, opposition à jugement, minute de jugement, inventaire.

W 18	Jules Girard contre Louise Duchaffour, pension familiale <i>Clif-house</i> (1935) ; Eheux contre Dupont, recouvrement de créance (1936) ; Blay Joly, recouvrement de créance (1935) ; Rollin et Jeudy contre Maillard, contestation sur le prix de vente de commerce (1936) ; Sacchi-Brassard, contestation du prix de vente (1935) ; Chabe et Beaumont, conciliation pour baisse du prix d'une vente (1935) ; Leroy et Lallier, conciliation pour baisse du prix d'une vente (1935) ; Raymond Monat à Hubert Gavois, vente d'un fonds de commerce (1959) ; Flory contre Pierron, recouvrement de créance (1950) ; Delmotte contre Haclin et Firmin, recouvrement de créance (1951) ; Cappon contre Vasseur, recouvrement de créance (1951) ; Garchery contre Delaby, assignation en faillite (1951) ; Sene contre Dizambourg, recouvrement de créance (1951) ; Delépine contre Blondin, recouvrement de créance (1950) ; Debuiche contre Lamidel, recouvrement de créance (1951) ; Sergeant contre Solange Marlier, demande en faillite (1951) ; Fernand Ternisien contre Eugène Ratel, vente d'une licence de charcuterie (1949) ; Marlier contre Lemarchand et Bourlon, défaut de paiement suite à la vente d'un fonds de commerce (1949) ; Roland Blondel, mise en faillite d'un commerce	1935 - 1959
------	---	-------------

¹ Il convient de compléter ces dossiers par la collection de jugements. Ces dossiers sont classés par date d'audience. L'analyse des dossiers des boîtes 18 à 23 a été faite de manière exhaustive en raison du peu de dossiers. Les dossiers des boîtes suivantes sont trop nombreux pour effectuer une indexation exhaustive.

(1943) ; Clère à Eriquet, vente d'un navire (s.d.) ; Cléré contre Boyard, cession d'un fonds de commerce (1942) ; Alluard à Bigorne-Dhénin, vente d'un fonds de commerce (1959) ; Persil-Guignon, vente d'un fonds de commerce de boulangerie (1942) ; Sannier à Grandsire, cession de fonds de commerce (1943) ; Vauquier-Lamidel à Vauquier, cession de fonds de commerce (1942) ; Belpaume-Lamidel à Dupont-Docquin, cession de fonds de commerce (1941) ; Bilon-Roy à Talairch, demande de réduction de dette (1938) ; société de raffinerie de pétrole du nord, Georges Dejuine et Emilienne Cocu contre Anatole Mopin et Jeanne Savreux, opposition sur les époux Claidière (1937) ; Maurice Blandin à Robert Mention, contrat de prise en charge en apprentissage (1942).

W19

Paillart à Gaffé, cession de fonds de commerce (1932-1935) ; Clément, Lefèvre, Lamblin, expertise accident de la route charbon et transport (1940) ; Javelle et Gaudefroy, recouvrement de créance : conclusions exceptionnelles (1942) ; Saillard contre Deloubrières-Cailleux et divers, mauvaise répartition du poisson (1942) ; société Thomas contre M. Rennepont, défaut de livraison d'une machine (1942) ; Bourdeaux contre Legniau et Langue, défaut de paiement sur réquisition de camion par les Allemands (1944-1945) ; Guaresky contre Société général des filtres, problème de facturation (1944-1945) ; Mesdames Boutté, Morel contre Blondin et Ravaud, perte de vêtement lors du bal du 07 mai 1945 (1945) ; Métivier à Lauguerre contre Delabie et Fleury, remboursement d'une dette à la suite d'une vente d'un fonds de commerce et immeubles (1948-1949) ; Jean Maillard contre Marie-Antoinette Etroit veuve Bizet, violation d'une clause de non réinstallation prévue au contrat de vente (1949) ; Cardon contre Entreprise Moity, collision (1949) ; Docteur Legros contre Société Corbeau et Cie, défaut de montage de chauffage (1949) ; Robert Lévy-Brun contre Etablissement Buiret, défaut de paiement (1948) ; Ducanchez-Poilly contre Veuve Andreu, défaut de paiement (1948) ; Fernand Evrard contre la société anonyme «Comptoir des galets de la Manche », demande de liquidation (1948) ; Paul Berquez contre Louis Caudron, non respect de zone de battage (1946).

1932-1949

W20

Maison-Haudrechy contre Joachim Bouteiller, collision d'automobile (1939) ; Coustenoble contre Garbe, exercice illégal de la pharmacie (1940) ; Babled et l'Industrielle du Nord contre Lucien Berquer, collision (1945) ; Quéroy contre Delaittre, vice caché sur robinetterie (1938) ; Sageot contre Gaudry et Lachazette, opposition de prix de vente d'un fonds de commerce (1945-1948) ; Etablissement Fleury-Depoilly et Laperche contre Castelbou, recouvrement de créance (1945-1946) ; Leroux-Glachant contre Joseph Becker, demande de dédommagement par accident de camion (1947) ; Wattripont contre Marcy, litige sur facturation de travaux (1947) ; Georges Parmentier

1938-1948

contre Établissement Haudiquier, accident de la route (1947) ; Lucien Banides contre René Robert, dommages et intérêts pour accident de la route (1946-1947) ; Louis Angot contre Trabagee, recouvrement de créance (1947) ; Prévost contre Grand garage de la Plage, contestation de facture (1947) ; Labrunye contre Ravault, dommage et intérêts pour dégradation de vêtement (1947) ; Adrien Sallé contre Roger Duhamel pour SARL « La Colonne & Cie », vente d'un fonds de commerce (1945-1947) ; Charles Quenehen contre Raphaël Courbois, demande de dommages et intérêts pour pièces de véhicules non fournies (1947) ; Pierre Letuve contre Etienne Leclercq, restitution de marchandise en réparation (1947) ; Albert Romy contre André Aubry, gestion de fonds de commerce (1947) ; André Debeaurain contre SARL A & R Debeaurain Frères, dommages et intérêts pour violation de l'ordonnance lui faisant interdiction de pénétrer dans les dépendances de l'usine (1946-1948).

W21

Lamarche contre Manufacture Parisienne de Robinetterie, litige sur livraison de marchandise (1951-1952) ; Baggi-Sany contre Valentin, recouvrement de créance (1951-1952) ; Latteux contre Sergeant, recouvrement de créance (1952-1953) ; Lesure contre Thiébault, demande de liquidation de société sans avertissement (1953) ; Léon Boulenger contre Établissements Hardy et Cie, recouvrement de créance (1952-1953) ; Duputel contre Leclerc dépositaire de la « Manche », accident de la circulation (1952) ; Chivot contre Ferrer, abus de confiance (1953) ; société « Cuivres et Alliages » contre Boulenger, recouvrement de créance (1952-1953) ; Bianchini contre « La Construction nouvelle », recouvrement de créance (1952-1954) ; Leman contre Basquin, recouvrement de créance (1952-1953) ; Richard contre société d'installation et d'appareillage, jugement sur opposition (1954-1955) ; Reymann contre Duclos, accident de la route (1954) ; Henri Martel contre Michel Pierru, défaut de gestion de la société (1954) ; Moinet contre Goudin, faillite (1955-1957) ; Mopin contre Denis Carlier, recouvrement de créance (1955-1956) ; Parmentier contre Comptoir artisanal du midi, défaut de livraison (1955) ; Établissement Charles Chabaud et Cie contre Établissement Allégrier, recouvrement de créance (1955) ; Marque contre société Loquet, recouvrement de créance suite à une déclaration de faillite (1954-1955) ; Ravaud/Ravault contre Bartringuet, recouvrement de créance (1955) ; Eugène Goudin contre Robert Buignet, recouvrement de créance (1953-1957) ; Ruhaut et Maître Kerlau contre SARL Permanne, litige pour bail (1954-1955) ; Société Tréporchar contre Docks Valéricains, recouvrement de créance (1951-1953) ; Société Filippuzzi contre Henri Franchet, dissolution de la société Filippuzzi (1953-1954).

1951-1957

W22

Marque contre Rosell, recouvrement de créance suite à cessation d'activité (1955-1956) ; Paul Delvallez-Lente contre Robert Gricourt,

1950-1959

défaut sur acquisition (1953-1956) ; Pierre Macre contre Josette Dubourg, opposition au concordat (1956) ; Établissement Fauquet et Cie contre Établissement Pissavy (1956) ; Mathiot-Hennequin contre Richard-Delhomel, adjudication (1956) ; Tillette contre Fouquenberg, litige sur travaux (1956-1958) ; Julien Godart contre SARL Docks Valericains, recouvrement de créance (1955-1957) ; Briois Émile contre la société des Galeries d'Oival, litige sur vente d'articles prohibés (1950-1957) ; Machet Marcel contre Morel André et Frété, opposition à jugement (1954-1957) ; Caisse d'allocations familiales de la Somme contre la Société Cuivrierie Générale du Vimeu, recouvrement de créance (1956-1957) ; Bernard Louis contre Van Wynendaele, assignation en paiement (1953-1957) ; Richard Maurice contre Fernand Bonte, recouvrement de créance (1958-1959) ; Pierre Fosse contre J. Hetroy, demande en paiement et faillite (1957-1958) ; Gustave Theret contre Robert Thiebe et Louis Reimel et Madame Keller, recouvrement de créance (1956-1958) ; Madame Liaume contre Banque Journal et Cie, assignation en paiement (1954-1958) ; Madame Beauce contre Établissements Fortin et Lemichez, litige sur l'exploitation d'un fonds de commerce (1957-1958).

W23

Didier Gambier contre le Société d'Importation Vinicole G. Doré & Cie, recouvrement de créance (1959) ; Établissements D. Martin et fils & Cie contre Entreprise Fouquemberg, recouvrement de créance (1959-1960) ; Eugène Lottin contre J. Godart et Mme Godart, recouvrement de créance (1959) ; Etabissements Luce Morel contre Joseph Galhaut, recouvrement de créance (1959) ; SA Etablissement Allegrier contre Denis Marque, recouvrement de créance (1959) ; Geneviève Coudray contre la Société Sapcit et la Société Desjonquières et la Caisse Allocations Familiales de la Somme et Maître Kerlau (syndic de la faillite Coudray), faillite et règlement judiciaire(1959) ; Établissements Guitton contre Michel Rapasse, faillite et règlement judiciaire (1959) ; Jean Lavicogne contre la SARL Dingeon et Taveneau et la SARL Richard Dubromer et les Établissements Dulieux, opposition à concordat (1959) ; SARL Carrières de Bihen contre Ignace, recouvrement de créance (1959) ; Henri Pineau, faillite (1959) ; R. Blondin contre André Godeby, recouvrement de créance (1959) ; Fournier contre Caye, recouvrement de créance (1959) ; Debray, faillite (1959) ; Roger Bovin, faillite (1959) ; Ducrocq, faillite (1959) ; Mme Postel-Gruet contre Victor Postel, litige sur contrat de gérance (1959) ; Société Veda Mazout contre M. Motte, accident de la circulation (1959) ; SARL Electroplastie du Vimeu contre M. Da Silva, recouvrement de créance (1959) ; Madret contre Allion, recouvrement de créance (1959) ; SA Mory et Compagnie contre Marcel Couriat, faillite (1959) ; Établissements Paul Flamand contre Marcel Couriat, faillite (1959) ; Caisse d'allocations familiales de la Somme contre Pierre Fosse, faillite (1959) ; Caroline Caron contre M. Nortier, règlement judiciaire

1954-1960

(1959) ; Société Leroux frères contre Marcel Couriat, faillite (1959) ; Desenclos contre Cailly, recouvrement de créance (1959) ; Établissements Paul Flamand contre Druel, recouvrement de dette (1959) ; Société Intercaution contre M. Carlier, recouvrement de dette (1959) ; Rade contre Prieur, recouvrement de dette (1959) ; Appareillage thermoplex Ets Dard contre Mme Padé Degremont Et général électric, recouvrement de créance (1959) ; M. Dumont et la Compagnie générale des papiers-peints contre Sigismond Guilbaut, faillite (1959) ; Société entreprise aulnoise contre Mme Fayolle, renvoi devant le conciliateur (1959) ; M. Dewailly contre Maître Carlier, règlement judiciaire Lavigogne (1959) ; Marcel Lecat contre Roland Cave, faillite (1959) ; BNCI succursale d'Abbeville contre Jean Lavigogne, règlement judiciaire Lavigogne (1959) ; Société Thomas contre Marcel Machet, opposition à concordat (1959) ; Louvel contre Lucien Bartringer, recouvrement de dette (1959) ; Fayol contre Entreprise Aulnoise, recours pour revalorisation de malfaçon (1950-1959)² ; Compagnie générale d'électricité contre Société Electric radio, recouvrement de dette (1959-1960) ; M. Auguste Desfontaines et Solange Herfort contre Paulette Charpentier, résiliation d'un contrat de gérance de l'hôtel-restaurant "les Hublots" au Bois de Cise (1960) ; Établissements Société diffusion Vins supérieurs contre Jean Godard, recouvrement de dette (1959-1960) ; M. et Mme Pecquery-Houle contre M. et Mme Roussel-Pruvot, demande d'un délai de paiement pour vente d'un fond de commerce (1960) ; Jean de Bonnières contre Didier Gambier, recouvrement de dette (1960) ; Établissements Paul Flamand contre Guy Mesureur, recouvrement de dette (1960) ; Compagnie Bolinder's contre André Boinet, recouvrement de dette / Grands Garages de Picardie contre M. Dubus, recouvrement de dette (1960) ; SARL E&C Ducantel et G. Tavernier contre SARL Établissements Monressort, recouvrement de dette (1960) / Belmire Dumont contre Yves Couret, recouvrement de dette (1960) ; Établissements Mitex contre Eugénie Wojtinex, recouvrement de dette (1960) ; Marcel Machet contre QDD, règlement judiciaire / Société Delbarre, faillite (1960) ; Daniel Dumont contre Benoît, règlement judiciaire Benoît (1959-1960) ; MG Lecomte contre L. Benoît, créance / Daniel Dumont contre Mademoiselle Ducancel-Pierre Denis-Société industrielle de Picardie, créance / Daniel Dumont contre L. Benoît, règlement de salaires / Moitrel contre QDD, faillite / Louis Dentin contre Louis Benoît, recouvrement de dette / Dame Dartois contre Dame Rapasse, litige / Ruhaut Georges contre Victor Moreau, litige sur montant de facture (1960) ; Marcel Louvel contre Marthe Lovagie, recouvrement de dette (1960)

W24

Assignations, sommations avec assignations à comparaître.

1955-1960

² présence de dossier de dommage de guerre

Dossiers de procédures : Roger Merceron contre Serge Leullier, injonction de paiement (1961) ; Roger Levallois contre Roger Lecut, créance (1961) ; SARL Établissements Depoilly-Coquel contre Jules Racine, créance (1961) ; Établissements JM Loubert contre Établissements Vimeu sanitaire, créance ; Alfred Martin contre Maurice Pecquery, créance (1961) ; SARL Boulestin and co contre Mme Becker, créance (1961) ; La Mutuelle générale française accidents contre André Lecat, créance (1961) ; SARL Ducastel frères contre Mme Degremont Pade, créance (1961) ; SARL Thollon Foucault et compagnie contre André Bethouart, faillite (1961) ; Société générale d'études techniques et industrielles contre SARL Vimeu sanitaire, faillite (1961) ; SA Gueudet Frères contre André Forestier, créance (1961) ; Établissements G. Coppier et compagnie contre Elie Hernas, créance (1961) ; Établissements Colorisur contre André Bethouart, créance (1961) ; Magasin régional de la quincaillerie pour l'approvisionnement des détaillants contre André Bethouart, créance (1961) ; Ateliers de soudure et de rectification de Mers-les-Bains contre Mme Bray, créance (1961) ; Henri Leullier contre Philibert Genest (café Bellevue à Ault), créance (1961) ; Caisse de prévoyance sociale artisanale de la Somme contre Walter Grimm, faillite (1961) ; Yvon Le Dref, Michel Vezzoli, Joseph Sibona contre SA Établissements Desenclos, faillite (1961) ; Société auxiliaire de la chimie et de la métallurgie contre Guy Leroy, Jacqueline Desenclos et Robert Desenclos, créance (1961) ; Banque populaire des Vosges contre SARL Electric Radio, faillite (1961) ; Electricité industrielle contre Claude Chevalier, faillite (1961) ; Établissements Brossette et fils contre Robert Dufлот, faillite (1961) ; Compagnie Le Patrimoine contre André Béthouart, faillite (1961) ; L'Abbeille compagnie anonyme d'assurance à prime fixe contre l'incendie, les accidents et les risques divers contre SARL Vimeu sanitaire, créance (1961) ; Roger Levallois contre Léon Corroy, créance (1961) ; Fonderie de Tully contre Virax Metivier, créance (1961-1964) ; Banque populaire des Vosges contre SARL Electric Radio, avenir sur assignation (1961) ; SARL Chaudronnerie Tôlerie de Normandie contre Vimeu sanitaire, assignation à comparaître (1961) ; Établissements Grandsaire frères contre André Lecas, créance (1961) ; Société nationale des Chemins de fer (SNCF) contre Fonderie de Tully, créance (1961) ; Société Canaple et compagnie contre Fonderie de Tully, créance (1961) ; G. Louvet contre M. Henri Barbier, créance (1961) ; Société SIP contre Société Guiod, créance (1961) ; M. Dupont Demonchy contre Mme Camus Kappel, créance (1961) ; Gaston Lecomte contre M. Rade, créance (1961) ; Buzenet contre Société Nouvelle des Fonderies de Tully, créance (1961-1963) ; URSSAF contre Société Nouvelle des Fonderies de Tully, créance (1961), Société Produca contre Société Nouvelle des Fonderies de Tully, créance (1961-1963) ; Société de Constructions Mécaniques et de Découpage (COMED) contre Société

Nouvelle des Fonderies de Tully, créance (1961) ; EDF GDF contre Société Nouvelle des Fonderies de Tully, créance (1961) ; M. Tison contre Pierre Fosse, faillite (1961) ; Sté Parachimic contre André Bethouart, créance (1961) ; Charles Jux-Jacobert (SARL spiritueux et vins en gros) contre Madeleine Camus, créance (1961) ; Sté Contentieux Davum contre Ets Desenclos, créance (1961); Société Auxiliaire de la Chimie et de la Métallurgie (A.C.M.) contre Ets Desenclos, créance (1961) ; Lucienne Fradet contre M. et Mme Louis Bolle, litige sur vente d'un fonds de commerce (1961) ; Société Nouvelle des Fonderies de Tully contre Jacques Leverbe, créance (1961) ; SARL Corsain Frères contre André Bethouart, faillite (1961) ; M. et mme Chrales Ravault contre Bernard Hemery de Goascabadec, litige sur vente d'un fonds de commerce (1961-1962) ; André Vasseur contre Louis Mini, créance (1961) ; Caisse Primaire de Sécurité Sociale contre Leullier Père et fils, créance (1961) ; Comptoir des produits industriels contre Ets Desenclos, créance (1961) ; SA Coframetal contre SA Desenclos, créance (1961) ; Sté Lascar & Cie contre Ets Lartisien, créance (1961) ; Roger Merceron contre Serge et Gaston Leullier, créance (1961) ; Charles Vallois contre Marcel Stravius, créance (1961) ; Sté Novacel, nouvelles applications chimiques & Cellulosiques contre André Bethouart, créance (1961) ; André Vasseur contre Jules Constant Dubus, créance (1961) ; Mme Foulon-Guillemant contre Raymond Briquebec, créance (1961) ; Caisse Primaire de Sécurité Sociale de la Somme contre Max Sintives, créance (1961) ; SA Pierre Mazelier contre SARL Debray & Cie, créance (1961) ; Sté des pétroles Shell Berre contre Ets Debray & Cie, faillite (1961) ; La Mutuelle Générale Française Accidents contre André Lecat, créance (1961) ; Désiré Platel contre Pierre Lenglet, créance (1961) ; Caisse primaire de sécurité sociale contre Leullier père et fils, cessation de paiement (1961) ; Caisse de retraite par répartition des ingénieurs, cadres et assimilés contre établissements Lartisien, créance (1961-1962) ; Ets Biquez contre Roger Ternisien et Bernard Legout, créance (1961) ; SA Becco Matter contre Mme Becker, créance (1961) ; Fonderies de Sougland contre Sté Electric radio, créance (1961) ; Caisse de Sécurité Sociale de la Somme et Caisse d'Allocations Familiales de la Somme cprntre Roger Ternisien et Bernard Legout, créance (1961) ; Brasserie Le Coq Blanc contre M. Crepin, creance (1961), SA Commerciale Dekora contre M. Ferrand, créance (1961-1962) ; Gaston Lecomte contre Charles Delassus, créance (1961) ; Georges Wirtz contre Serge Leleu, dommages et intérêts suite à préjudice (1961)

W26

Dossiers de procédures : Office de distribution industriel et commercial contre marcel Sueur, créance (1962) ; Mme Duclerc contre Georges Fontaine et Nicole Morval, créance (1962) ; SARL ORC contre Eugène Lottin, créance (1962-1963) ; les Caves Sainte-Marguerite contre Oscar Gambier, créance (1962) ; Sté Duvauchelle et Jourdin contre Daniel

1960-1964

Calmels, créance (1962) ; Comptoir parisien d'engrais et de produits chimiques contre Suzanne Godin, créance (1962) ; SA Montres de précision contre Yvonne Denecker, créance (1962) ; Yves Ponvert contre Simone Abraham, créance (1962) ; Ets Paul Rimbert contre Alfred Duquesne, créance (1962) ; Office de Distribution Industriel et Commercial contre Marcelle Sueur, avenir sur assignation (1962) ; Gaston Gosse contre Mme Hibon, créance (1962) ; Ets Perrin électronique contre J. Prevot, créance (1962) ; Mme Duclerc contre M. Renard, créance (1962) ; Marie Ferrahian contre SARL Office de la Bourse et SA Société d'exploitation de l'entreprise Netter, litige sur vente d'un fonds de commerce (1962) ; André Vasseur contre Daniel Tripet, créance (1962) ; Compagnie générale d'électricité contre Pierre Langlet, créance (1962) ; Le crédit professionnel, société Quignard et compagnie contre Maurice Chivot, créance (1962) ; Jean Lavigogne contre Jeannette Gouffe, créance (1962) ; Caisse primaire de sécurité sociale de la Somme contre Alfred Barbier, créance (1962) ; Peinture et produits Christicolor distribués par les établissements D. Lelluch et compagnie contre M. et Mme Béthouart, créance (1962) ; Compagnie d'assurance la Concorde contre Simone Abraham, créance (1962) ; SA Desenclos contre M. Leullier, créance (1962) ; Compagnie royale asturienne des mines contre André Lecat, créance (1962) ; Établissements Comptoir Tuilier du Nord contre André Lecat, créance (1962) ; M. Boubert Ozenne contre René Blondin, créance (1962) ; Établissements J. Vilotte « Jousport » contre Raymond Griquebec, créance (1962) ; Société industrielle de Picardie contre Henri Jezequel, créance (1962) ; Société Grandsert contre M. Duputel, créance (1962) ; Mme Gandon contre Michel Koempgen, créance (1962) ; Comptoir picard du verre contre G. Fontaine, créance (1962) ; Compagnie Française Thomson Huston contre J. Prévost, créance (1962) ; Le Patrimoine, compagnie anonyme d'assurance à primes fixes contre André Béthouart, créance (1962) ; Établissements Amorotti contre Attilio Fanelli, créance (1961-1962) ; SA Sebat Est contre Guy Mopin, créance (1962) ; Roger Serry contre Marcel Macron, créance (1959-1962) ; René Fache contre Gilbert Daussey, créance (1962) ; M. Dupont Demonchy contre Guy Allot, créance (1962) ; André Vasseur contre M. Candas, créance (1962) ; Hubert Dubois et Henriette Wattebled contre Marie Ferrahian et Serge Leguet, créance (1962) ; Le Comptoir automobile contre M. Rade, créance (1962) ; les Établissements Sipaa contre M. Dubois, créance (1962) ; Daniel Tripet et Jacqueline Sabras contre Marcel Taine et Arlette Vandebossche, créance et litige sur vente du fonds de commerce (1962) ; André Vasseur contre M. Lottin, créance (1962) ; SARL Gueudet et Arnaud contre

Marcel Staub, créance (1962) ; Crédit général pour le commerce et l'industrie dite Génécédit contre Madeleine Godin, créance (1962) ; Union papeterie de l'Est contre Imprimerie du littoral de la Somme, créance (1962) ; Société Muray contre Mme Morda, créance (1960-1964) ; SARL Docks Valéricain contre Fernant Piaulene, créance (1962) ; Alfred Duquesne contre Compagnie d'assurance générale, créance (1962-1963) ; Banque nationale pour le commerce et l'industrie contre Monique Petit et Jean Barbier, créance (1962) ; Michel Flet contre M. Debray, créance (1962) ; SA Lejay Lagoutte contre Yvonne Denecker, créance (1962) ; Établissements Pascalis Schlotter contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Emile Barbier contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Jean Mann contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Assedic contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Société A. et M. Thomas contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Marcel Royer contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Compagnie générale des gaz liquéfiés (Cogegal) contre SARL Établissements L. Chivot, créance (1962) ; Garage Lefebvre et Tellier contre Auguste Debray et Georges Crépin, créance (1962-1963) ; Mme Joseph Becker contre Guy Marion, créance (1962) ; Docteur Paul Cagnard contre Léo Delbaere, litige sur fonctionnement d'un appareil (1962) ; Electrodistribution contre Germaine Ferrand, créance (1962) ; SA MAIL contre Jacqueline Legrand, créance (1962) ; Office de distribution industrielle et commerciale contre Arthur Roger, créance (1962) ; Établissements SDVS (société diffusion vins supérieurs) contre Roger Buignet, créance (1962) ; SA L'héritier Guyot contre Yvonne Denecker, créance (1962)

W27

Désiré Platel contre Ets Paul & Cie, créance (1951-1963) ; La Patrimoine Compagnie Anonyme d'Assurances à primes fixes contre Yvonne Denecker, créance (1963) ; Comptoir national d'escompte de Paris contre Sté Delaittre et Cie, créance (1963) ; M. Bignard contre Société nouvelle des Fonderies de Tully, restitution de matériel (1963) ; Sté Docks Valericains contre Jean Portebois, créance (1963) ; Mme Raclin contre Jacques Fernand Coudray, faillite (1963) ; Maurice Amourette contre Crédit électrique et gazier (CREG), créance (1961-1963) ; Martin & Fils contre J. Dumoulin Van Dam, créance (1963) ; Léo Delbaere contre Mme Defacque, créance (1963) ; Me Pierre Garnier et Me Louis Beaux contre Mme Raclin et M. le Directeur des Contributions indirectes de la Somme, vente aux enchères (1963) ; Me Pierre Garnier et Me Louis Beaux contre Lucette Gruet veuve Postel et M. Brunel, faillite (1963) ; Docks Valericains contre Michel Hanquez, créance (1963) ; Sté PENAMET (Penarroy & Minerais et Métaux) contre Jacques Lucien, créance (1963) ;

1951-1966

Pierre Briart contre Robert Warin, créance (1963) ; Charles Sellier contre M. Le Goff (Ets sanitaire Pouchet), créance (1963) ; Comptoir textile de Roubaix contre Paul Schauffler, créance (1963) ; Ets A&R Debeaurain frères contre P. Chrétien, créance (1963) ; Maurice Pecquery contre Georges Pecquery, défaut de paiement de redevances suite à la vente d'un fonds de commerce (1963) ; Ets Plastic Auvergne contre Raymond Peltier, créance (1963) ; Gaston Lecomte contre Georges Delabre Roger, dommages et intérêts (1963) ; Léon Riquier contre André Duprey, créance (1963, 1966) ; Georges Mercier contre André Leclère, créance (1963) ; Pierre Brihart contre Henri Barbier et Mme Jean Bréard, créance (1963-1964) ; Docks Valericains contre Arcade Fouquemberg, créance (1963) ; Produits du Mais contre Mme Leclerc, créance (1963) ; Société Debray et compagnie contre Fernand Debray, faillite (1963) ; Bocquet frères contre Marcel Dacheville, créance (1963) ; Daniel Tripet contre René Jadot, créance (1963) ; Pile Leclanche contre J. Prévot, créance (1963-1964) ; Société de crédit à l'achat de matériel d'équipement (CAME) contre Jean-Pierre et Louis Mini, créance (1963) ; Gérard Léger contre René Schutz, créance (1963) ; Villemant contre RJ Niebling Petit et compagnie, créance (1963) ; SARL Lefebvre et Tellier contre Auguste Debray, créance (1963) ; André Ledieu contre Alfred Duquesne, dommage et intérêt (1963) ; société française des ferrailles contre Société Delattre et compagnie, créance (1963) ; Docks Valericains contre Jacques Poidevin, créance (1963) ; Me Carlier contre Gérard Rade et Gérard Patté, faillite (1963) ; Docks Valericains contre Georges Dassonville, créance (1963) ; Docks Valericains contre Pierre Lavernot, créance (1963) ; Cetelem contre Guy Gosselin et Eliane Boitel, créance (1963) ; Établissements Jean Tenaillon contre Irène Trois Vallet, faillite (1963-1964) ; société Brocard et compagnie contre SEC (société d'étude et de construction), créance (1964) ; Amélie Capelle contre Jacques, créance (1964) ; Établissements E. Guareski contre Établissements Jean Fillette, créance (1964) ; Comptoir Valericain des Matériaux contre Robert Vast, créance (1964) ; Établissements Flet et compagnie contre Micheline Vattier (Atelier de la Prairie à Mers-les-Bains), créance (1964) ; Albert Chatillon contre Gérard Bailleul, dommages et intérêts (1964) ; Comptoir Valericain des Matériaux contre Alfred Duquesne, créance (1964) ; Crédit immobilier industriel SOVAC contre Maurice Calais, créance (1964) ; René Dupuis contre les époux Laude-Baillet, dommages et intérêts suite à litige sur vente de fonds de commerce (1964) ; Claude-Edouard Leblanc contre Victor Flamant et Germaine Dehesdin, litige sur vente de fonds de commerce (1964) ; Les plastiques DEB contre Charles Deshais et Renée Métivier, créance (1964) ; André Ledieu contre Alfred

Duquesne, indemnités contractuelles (1964) ; Les plastiques DEB contre Guy Merzougui, créance (1964) ; Société Riquier et compagnie contre Claude Mauger et Paulette Datour, créance (1964) ; Crédit mobilier industriel SOVAC contre Marcel Tondellier, créance (1964) ; SA Matoise contre Jean Mallet, créance (1964) ; Maître Jean Carlier contre SARL Etablissement Marcel Blondin, règlement judiciaire (1964) ; SARL A. et M. Thomas contre J. Viard, créance (1964-1967) ; Société des Établissements Flet et compagnie contre Michel Level, créance (1964) ; Mme Koln contre Société Le Casino de Saint-Valery-sur-Somme, créance (1964) ; Paul Petit contre Société Le Casino de Saint-Valery-sur-Somme, créance (1964) ; Me Jean Delahodde contre Simone Sablayrolles, dommages et intérêts (1964) ; Jacques Warin contre André Leclere, créance (1964) ; Amélie Capelle contre René Jacques, créance (1964) ; Adrien Delaittre contre Pierre Allégrier, créance (1964) ; La SPIT (société de prospection et d'inventions techniques) contre M. Chaillou, créance (1964) ; André Lecat contre la société Perfecta, créance (1964-1965) ; Jacqueline Rameil (Automatic service) contre Mme Carette (Hôtel des Mouettes à Saint-Valery-sur-Somme), créance (1964) ; Jacques Dumont contre Paul Allegrini, créance (1964) ; Jean Lavigogne contre Claude Carpentier, créance (1964) ; SARL Les Caves Sainte-Marguerite contre Mme Oscar Gambier, créance (1964) ; M. et Mme Pierre Chocholle-Cadet contre Docks Valericains et Compagnie d'assurance la Métropole, litige sur assurance (1964) ; Louis Dumortier contre M. Allegrini, créance (1964) ; M. Colignon contre Roger Buignet, créance (1964) ; Micheline Bouchard contre Pontus d'Argoeuves, règlement judiciaire (1964) ; André Lecat contre Louis Vanhautere, injonction de payer (1964) ; André Vasseur contre SARL Martin et Fils, litige sur construction (1962-1965) ; Brasserie de la Manche contre Joseph et Raymonde Becker, créance (1964) ; Maurice Richard contre la Société des eaux de Picardie, créance (1964) ; R. Maltas contre Fredo Cuvelier, créance (1964) ; Etablissement Fleurot et compagnie contre M. Jubert, créance (1964) ; Debrouette contre Mallet, litige sur travaux (1964) ; Les Plastiques DEB contre Jean Racine, créance (1964).

W 28

M. Gillard-Deloison contre SA Provenda, créance (1965-1966) ; Comptoir valericain des matériaux contre Marcel Lefebvre, créance (1965) ; Établissements Nord océan société en nom collectif Poirson et compagnie contre Annie Bollengier, créance (1965) ; Établissements Kelton contre Raoul Jubert, créance (1965) ; Caisse d'allocation vieillesse du commerce et de l'industrie contre Yvonne Denecker, créance (1965) ; Maurice Couillet contre Yvonne Denecker, créance (1965) ; Julien Godart contre Henri et Suzanne Dumont, créance (1965) ; Edouard Braillant

1965-1966

contre Pierre Boissier et Jean Carette, dissolution judiciaire société Isolat (1965) ; Caisse des congés payés du bâtiment du nord-ouest contre SARL Vimeu Sanitaire, créance (1965-1967) ; Maurice Chivot contre Transports Tessier, créance (1965) ; André Vasseur contre André Guilbaut, créance (1965) ; Paul Chaillou « Radio-Belleplace » contre Société Electro Technique Moderne Oise, faillite (1965) ; Paul Chaillou « Radio-Belleplace » contre Société Philips, faillite (1965) ; Paul Chaillou « Radio-Belleplace » contre Société Paz et Fisseau, faillite (1965) ; Yves Henry contre Docks Valericain (1965) ; Sté SAMAC contre Carrières de Hautebut, litige sur contrats (1965-1966) ; James Brohon contre Sté Matimo, litige sur appareils (1965) ; Me Pontus d'Argoeuves contre Michel Vattier, règlement judiciaire (1965) ; SA Graphosilh contre M. Delattre, créance (1965) ; SOFINCO contre Alain Boclet, créance (1965) ; Société lilloise de parfumerie contre Georges Legaie, créance (1965) ; André Gouet contre Raymond Peltier, faillite (1965) ; Denise Ducoroy contre Gustave Lesage, créance (1965) ; Imprimerie commerciale du littoral de la Somme contre Docks Valericains, créance (1965) ; Claude Leblanc contre Victor Flamant et Germaine Louise Antoinette Dehesdin, litige sur vente de fonds de commerce (1965) ; Société anonyme d'assurances l'Abeille contre André Leclere, créance (1965) ; Alfred Leclere contre André Leclere, créance (1965-1966) ; Jean Buée contre La société Le crédit à l'achat de matériel d'équipement et M. Thierny, créance (1965-1966) ; Etablissement Fernand Dumesnil contre Etablissement Paul Villemant et Pierre Theriny, abandon de procédure (1965) ; Jean Mennessier contre SA Établissements Hurtelle, litige sur licenciement (1965-1966) ; Bernard Fievet contre Société carrière de Bihen, créance (1965) ; URSSAF (Unions de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales) contre Marie-Antoinette Fouquemberg, assignation en faillite (1965) ; URSSAF contre Jean-Pierre Gahagnon, créance (1965) ; URSSAF contre SARL Delattre et compagnie, créance (1965) ; Sophie Klazinski contre Donata Conté, créance (1965) ; Règlement judiciaire Maurice Pecquery contre Georges Pecquery, créance (1965) ; SA Établissements Abel Pecquery et compagnie contre SA Eurostyle, litige sur fourniture de matériel (1965-1966) ; Caisse interprofessionnelle de prévoyance des cadres contre Jean Delattre, créance (1965) ; Maurice Delacroix contre Jean-Claude Trumelet et Jeanine Petitjean, créance (1965) ; URSSAF contre SARL Holleville Charles et fils, créance (1965) ; Le Nord (compagnie d'assurance) contre Marie-Louise Fontaine et Jean-Elie Debray, créance (1965-1966) ; Charles Sacleux contre SARL Bailleul et Hemelsdael, litige sur contrat de travail (1965) ; Crédit Lyonnais contre André Vasseur et

Georgina Langue, créance (1965) ; SARL Duflot Père et fils contre René de Thézy, demande de dommages et intérêts (1965-1966) ; Papeteries Louis Muller et fils contre Jean-Marie Delattre, demande de dommages et intérêts (1965) ; A. Froissart-Lacloy (négociant en vins et spiritueux) contre Michel Koempgen et Marcel Louvel, créance et demande de dommages et intérêts (1965) ; Eugène Delignières contre Établissements Jean Tirard, créance (1965-1967) ; Jacques Dewyspelaere contre Roland Deruyder, créance (1965-1966) ; Jean Laverdure et Denise Prouin contre Claude et Nelly Soulas, créance (1965)

W 29

SA La compagnie générale de financement et de crédit (COGEFIC) contre Gérard Grenier, créance (1966-1967) ; Lucie Goudal-Martignac contre Max Heuze, créance (1967) ; SARL Moulins Riquier & Cie contre Robert Jean Gilbert Leducq et Ginette Micheline Couaillet, créance (1967) ; Établissements Motta France contre Christiane Chatel, créance (1967-1968) ; Établissements L. Chivot contre Ets Glayman, litige sur travaux (1967-1969) ; Anna Solbes-Riéra contre Jeanine et Serge Dumont-Legrand et Société Legrand JS & Cie contre La centrale immobilière mutuelle et Pierre Danou, nullité vente fonds de commerce (1967-1969) ; Marius Deloison-Pruvost contre Guy Delahaye, créance (1967) ; Michel Joly contre Michel Etroit, contredit injonction de paiement (1967-1968) ; Jean Laverdure et Désiré Prouin contre Claude et Nelly Soulas-Cottin, créance (1966) ; Froissart-Lacloy contre Michel Koempgen et Marcel Louvel, créance (1966) ; Caisse interprofessionnelle de Prévoyance des cadres contre Société imprimerie et Publicité, créance (1966) ; Caisse de retraite des ingénieurs et cadres contre R. Delroche, créance (1966) ; Mme Delouis ex Lebigre et Claude Rapinel contre André et Simone Jannot, créance (1965) ; Caisse des congés payés du bâtiment du nord ouest de la France contre André Lecat, créance (1965-1966) ; Gilberte Virmontois veuve Robert Laffile contre Antoinette Vasseur divorcée d'Henri Trevaux, créance (1965-1966) ; Caisse nationale des Marchés de l'Etat (CNME) contre Bernard Deriemont, vente de fonds de commerce (1966) ; Gérard Bailleul contre Albert Rossigny, créance (1966) ; Lucien Dehedin contre Mme Ouin, créance (1966) ; Pierre Rollat et Trinité Palaclos contre Georges Legaie et Gabrielle Gosset, créance (1966) ; Suzanne Thiébault veuve Pleuchot contre Danièle Ledieu veuve Pelletier, Roger Dragyn et Me d'Argoeuves, vente d'un fonds de commerce (1966) ; Société Heudebert contre Victorine Martinoli veuve Lagrange, créance (1966) ; M. Prunier contre Société d'étude et de construction et Me Carlier, créance (1966) ; Caisse de congés payés du bâtiment de la région de Paris contre Société d'études et de constructions ancienne société Fournier et Cie et Me Carlier, créance

1966 - 1967

(1963-1966) ; André Vibert contre Louis Reyman, créance (1966) ; SA des Établissements Hurtelle contre Lucien Horville, contredit injonction de payer (1966) ; SA Philips contre M. et Mme Raoul Jubert, créance (1966) ; Victor Flamant et Germaine Dehesdin contre Claude Leblanc et Simone Regnier, créance (1966) ; Veuve Bacquart de Lucien Mercier contre Mireille Chillon (1966) ; La Caisse des Congés payés du Bâtiment du nord-ouest de la France contre Veuve Fouquemberg, montant des cotisations dues (1966) ; Établissements Allibert contre Edmond Dupont, créance (1966) ; URSSAF de la Somme contre André Lecat, demande en faillite (1966) ; SA Kemmel contre M. et Mme Max Heuze, créance (1966) ; Société La Soie contre M. et Mme Jubert-Langlace, créance (1966) ; La manufacture de Bonneterie C. Mawet contre M. et Mme Jubert-Langlace, créance (1966) ; La Broderie moderne contre Mme Jubert, créance (1966) ; Société aux Eleveurs lorrains contre Bernard Deriémont, créance (1966) ; M. Théron contre Jacques Kohler, créance (1966) ; Pierre Poupart contre Bernard Deriémont, demande en faillite (1966) ; Oscar Gillard-Delouison contre Louis Pottier, contredit à injonction de paiement (1966) ; A. Wines "Hôtel du commerce" contre Agence régionale d'Éditions officielles (AREO), contredit à injonction de paiement (1966) ; Holleville et Consorts (Théodore Holleville, Gaston Delabie, Marceau Riquier, André Schiètequatte) contre Société anonyme Établissements Holleville Père et fils, dissolution (1966) ; Société Gaston Lefèbvre et Cie contre Mino Mucelli, créance (1966) ; Établissements Fleury-Michon contre Max Heuze, cessation de paiement (1966) ; Alexander Wiegand contre SA Decayeux et Loison, créance (1966-1967) ; Mme Carpozen contre Société Gaston Lefèbvre et fils, contredit injonction de paiement (1966) ; Anciens établissements Charles Dimpres et Établissements Parmentier-Paroielle, obligation de travaux (1966-1967) ; Me d'Argoeuves contre Michel Huet, créance (1966) ; André Froissart contre Michel Koempgen et Marcel Louvel, créance (1966) ; Établissements A. Pecquery et Cie contre SA SEA Doyen, créance (1965-1969) ; Antargaz contre Paul Chaillou Radio électricité, contredit sur état de créance (1966) ; SA Garage Marcadé contre Gérard Bailleul, créance (1966) ; Paul Chaillou Radio électricité et Me Carlier contre Azurée, contredit sur la créance (1966) ; Paul Chaillou Radio électricité et Me Carlier contre Serge Diot, contredit sur créance (1965-1966) ; Paul Chaillou Radio électricité contre Établissements Dubois-Falcoz, contredit sur état de créance (1966) ; Paul Chaillou Radio électricité et Me Carlier contre Claude Paz et Visseau, contredit sur créance (1966) ; Chaillou Radio électricité et Me Carlier contre Établissements Portenseigne, contredit sur créance (1966) ; Max Heuze contre SA Socavin, contredit

injonction de paiement (1966) ; Société Vernhes contre RJ Pelletier née Danièle Ledieu, contredit sur état de créances (1966) ; SNCF (société nationale des chemins de fer français) contre Raymonde Nash, créance (1966) ; Société SEBTP Paul Lhotellier contre Société Carrières de Hautebut, demande en faillite (1966) ; Guy Claisse contre Gabrielle Veuve Pecquery née Dehédin, contredit injonction de paiement (1966-1967).

Assignations à comparaître

W 30

1939 - 1947

Copies de jugements

W 31

1941 : Pierre Moreau contre Ferdinand Chalais ; Achille Riquier contre Lucien Chivot

1941-1959

1942 : Godefroy fils contre Louis Javelle ; Michel Flet contre Marchand ; Veuve Deloubrières-Cailleux contre Jean Saillard ; Gaston Gosse contre Jean Saillard ; Veuve Cassin contre Michel Hesdin ; Veuve Deloubrières-Cailleux contre Jean Saillard ; Veuve Cassin contre Michel Hesdin ; Roger Gest contre Roland Blondel ; Marcel Corbeau contre Roland Bilhaut ; Fernand Morel ; BNCI contre Maurice Gambier ; Gaston Derloche contre Jean Molle ; Dame Mopin-Doublet contre Jean Saillard ; Dame Delattre-Lamarre contre Sillard ; Veuve Serry-Boquet contre Jean Saillard ; Quesnel-Serry contre Saillard ; Veuve Deloubrières-Cailleux contre Jean Saillard ; Godefroy fils contre Louis Javelle ; Albert Gerony contre SARL des Anciens établissements Charles Dimpres

1943 : Jean Gorré contre Société Force et lumière ; Gabriel Jayat contre André Gest ; Leroux contre assurances générales ; réhabilitation Établissements Maquennehen et Jubert ; Comptoir métallurgique de la Somme contre société Debeaurain ; Bailly contre Debeaurain ; Faillite Gaudard ; Comptoir métallurgique de la Somme contre société Debeaurain ; Michel contre communauté des pêcheurs artisans de Saint-

Valery ; Bailly contre Boutemps fils ; Hédin contre Letany ; Pierru contre CCRP, GADA et Gruyer ; SARL Matfo contre Simone Lianne ; Mariette contre Buiret ; Trésor public contre liquidation judiciaire Maquennehen et Imbert ; Liaume contre Godefroy ; Trésor public contre liquidation judiciaire Maquennehen et Imbert ; Faillite Blondel ; Morisse Richard ; Tellier contre Lenglet et ce dernier contre Filippi

1944 : Chartier contre Bricheux ; Sanson contre Jayat ; Choquart contre Petit-Malsoute ; Quennehent, réhabilitation ; Julien Godart, réhabilitation ; Long contre Béranger ; Long contre Lesieur ; Legrand contre Long

1945 : Lefroid contre Roger ; Rousselin contre Gapin ; Lang contre Blondin ; Langue contre Masson ; Marceau Lamidel, réhabilitation ; Blondin contre Raveaud contre Mesdames Bouté et Morel ; Hecquet et Docquincourt contre Mounier ; Perquer contre Caudron ; société des Filtres contre Guareski ; Laubry contre Lang

1946 : Devillers contre Carbonnier ; Carbonnier contre Veuve Segard ; Mordacq contre Louis ; Lorrain contre Pralin ; Delepierre contre Jourdain ; Lobry contre Lang

1947 : Sté Flery Depoilly & Laperche contre Castebloou ; Wattripont contre Marcy ; Sté la Construction Nouvelle contre Dumoutiers ; Queval contre Hannoir ; Ravault contre Bigand ; Lepage contre Sellier ; Ravault contre Bigand et Labrunye ; Debure contre Debray et Dovergne ; Leclercq contre Letuvé ; Quennehen contre Courbois ; Leroux contre Becker ; Thiebe et Letallois contre Crayssac ; Delacroix et Planchon contre Société Corbeau ; Diverchy contre Walls et Guyard ; Deneux contre Fouquemberg ; Robert contre Barridès ; Kinot contre Garage de Mers

1948 : Mabile contre S.N.E.B.T.P. ; B.N.C.I. contre Gambier ; Andreu contre Ducanchez-Depoilly ; Delabie contre Metivier ; Taine contre Desbiendras ; Letuve contre Marsechal ; Ducastel contre Leullier ; Bilon contre Camus ; Romy contre Aubry ; Sageot contre Lachazette et Lachazette contre Gaudry ; Reverchon contre Olin ; Godard contre Ruffray ; Redele contre Gest et Gest contre Stephani, Terailon contre Vauchelle ; Entreprise Aultoise de travaux publics et particuliers contre Verite ; Reymann contre Dufaut et Reymann contre chaton ; Faillite Monnier contre Blondin ; Entreprise Aultoise contre Rawdon ; Garage de la plage contre Simon

1949 : Bourdon contre Godart ; Coopérative des pêches de Cayeux sur mer contre Simon ; Moity contre Cardon ; Marcassin contre Desprez ; Lemarchand contre Marlier ; Caron contre Sellier ; Hedin contre Henri ; Ets Buiret contre Levy-Brun ; Flament contre Établissements Lemoine ; Société Deloison et veuve Fouquemberg contre Claisse ; Duprey contre Girard ; Bizet contre Maillard ; Maillard contre Bizet-Etroit ; Faillite Torchy ; Delaittre contre Bailleul ; SARL Riquier & Cie contre Sté Empereur ; Devisme contre Dormart-Vue ; Simon contre Garage de la plage ; Marin contre Grassin ; Lemarchand & Bourlon contre Marliere ; Reverchon contre Olin ; Legendre contre Sté Bricard ; Jolly contre Sté Loquet Frères ; Hénin contre Boisard

1950 : Delabie contre Jourdain ; Entreprise Aultoise de travaux publics et particuliers contre Godquin ; Drouart, Deparis et Nenichez contre Depoilly et Union coopérative de la Somme ; Delacroix contre Lambert ; Entreprise Aultoise de travaux publics et particuliers contre Prevost ; Vasseur-Lorson contre Bellwo ; Bourdon contre Godart ; Lachon contre Heymann ; Rançon et Vasseur contre Delabie ; Marcassin contre Desprez ; Frostin contre Costa ; Laschon contre Vitte ; Pieron contre Flory ; Gaudefroy contre Cadet

1951 : Poulain contre Becker ; Derain contre Boyard ; Haclin-Firmin contre Delmotte Dargaisse ; Faillite Pineau contre Debut ; Delabie contre Machet et Vasseur ; Lemoine contre Garde ; Saillard contre Bettios ; Faillite Pineau ; Faillite Laurette ; Henin contre Boisard ; Rawdon contre Crédit du Nord ; Lecocq contre Sauzel ; Jolly contre Sté Loquet Frères ; Maillard contre Bizet

1952 : Saillard contre Bouzac ; Diverchy contre Pamisieux ; Établissements Pennelier contre Riva ; Goudin-Poret contre Pommart ; Lemaitre contre Fetre, Thiebe contre Chotteau ; Frepaz contre Lecat ; Lamarche contre Manufacture parisienne de robinetterie ; jugement nomination des Juges Commissaires es faillites ; Batot contre Davergne ; faillite Catalano ; faillite Établissements Dubus ; faillite Établissements Beaurain ; Entreprise Aultoise de travaux publics et particuliers contre Etablissement Elevator : Beauce-Desse contre Capendu-Dimpre ; Bertrand contre Blay ; Bourdon Galerne contre Jegu et Hivon ; Sté Verlant & Beaurain contre Sté Hecquet

1953 : Ferdinande contre Vallee, Ferrer contre Établissements Chivot ; Sté Trepourchar contre Sté Docks Valericains ; Sergeant contre Latteux ; Comptoir des galets de la manche contre Leullier ; liquidation judiciaire Minault ; Delabye contre Vasseur ; Fontaine contre Martin ; liquidation

judiciaire Sté A Dehédin et fils ; Ets Boulanger contre Sté Cuivre et alliages ; Sté Lefebvre & Tellier contre Richard ; Vidcocq contre Wattebled-Rosan ; De Grouard et Gaulier contre Bovin ; faillite Domine ; Thiebaut contre Lesure ; Sté Trepourchar contre Docks ; faillite Queval ; faillite Gruet ; faillite Sté Graineterie de Fressenville

1954 : Desaint contre Cottinet-Douchet ; Duclos contre Reymann ; Dumont contre d'Agostini ; Ets Parmentier contre Cordin ; Diheggho contre Barneand ; Ets Desenclos contre Ets Hoffelt ; Sté coopérative élevage et insémination contre Dhenin ; Poulain contre Becker ; Zeitoun contre Ets Allegrier ; Filipuzzi contre Franchet et Liaume ; Sté Lefebvre & Tellier contre Lhomme ; Bianchini contre Construction nouvelle ; Lecompte contre Beauval ; Desaint contre Cottinet et Douchet ; faillite Servant ; faillite Sté Choquert fils & cie contre Choquart ; Fort contre Ets Tison ; Gravel contre Duval ; Brasseur contre Lejeune-Tavernier ; faillite Cattalano contre Sté Travaux et entreprises de la région du Havre ; faillite Sté Choquart, faillite Marclair contre Ets Barbier-Hocquet ; faillite Ruhaut contre Vandome ; faillite Mayere ; faillite Beauval ; Rideau contre Friburger ; Delepine contre Somont ; faillite Hunblet contre Caisse d'allocations familiales d'Arras ; Platel contre Ets Delaittre Paul & Cie ; faillite Sté André ; faillite Pineau ; faillite Queval ; faillite Pamiseux ; faillite Tulier ; Lottin contre Malice & Germond ; Petit Malsoute contre Sté entreprise Filipuzzi ; Caramello contre faillite Pineau ; faillite Huet & Sté Plouvier contre Gambier, faillite Pineau contre Dereux ; faillite Hecquet

1955 : Gareski contre Fontaine ; Faillite Minault ; Faillite Cattalano ; Marque contre Rosselle ; Hirler contre Docks valericains ; Établissements Cuba contre Briquebec ; Macret Dubourg contre règlement judiciaire Macret ; Faillite Marclair ; Faillite Lejeune ; Faillite Société MPR (manufacture parisienne de robinetterie) ; Lenne contre Da Silva ; Marque contre société Loquet ; Bertin contre Ricouard ; Établissements Lartisien contre Lecat ; Faillite Bovin ; Compagnie française du bi-métal contre Penon ; Valencourt et Parmentier contre Laigle ; Olin Herlin contre Établissements Jules Delassus ; Hipolite contre Hipolite ; Grim contre Lorson ; Ravaud contre Bartringer ; Parmentier contre Établissements Garnier ; Tavernier contre Debeaurain ; Faillite Gence ; Dumont, société MATI, Établissements Pennelier et Deligny contre Grimm ; Établissements Béziers contre Lavigogne ; Faillite Beauval ; Société Allot et ses fils contre Desenclos ; Caron contre Guérin ; Établissements Allegrier contre Zeitoun ; Cependu-Dimpre contre Serre et Gauvin et Castex ; Postel contre Wattigny ; Lartisien contre les consors

Lartisien ; Dhenin contre Coopérative Elevage de Monfleries ; Debeaurain contre Tavernier ; Ravault contre Bartringer ; Bovin contre SA Anciens établissements Gambier et Entreprise Leullier ; Bard contre Bovin ; Lecat contre Bovin ; Raux contre Fontaine ; Établissements Pierre Watez et Établissements Bourelle et Lecaille contre Alexandre ; Gareski contre Lecomte ; Société Vachet et fils contre Blandin ; Compagnie du soleil contre Blandin ; Tetelin contre Tillette d'Acheux ; Somont contre Delépine

1956 : Établissements Lartisien contre Lecat ; Faillite Pineau ; règlement judiciaire Galhaut ; Établissements Rimbart contre Établissements Lecat Delattre ; Établissements Allegrier contre Chabaud et compagnie ; Fort contre Tison ; Faillite Bovin ; règlement judiciaire Laigle ; Veuve Picard ; liquidation judiciaire Friburger ; Parmentier contre Comptoir artisanal du midi ; Faillite Debure ; Parmentier contre Garnier ; Faillite Cuinet contre Duprez Chevalier ; Meulan Fontaine et Leborgne contre Lenglet ; Sergent Vins et spiritueux contre Claire ; Établissements Delabie-Gaspard contre Cornillie ; Paul Brasseur ; Taisne contre Bovin ; Société industrielle française du Caoutchouc contre Tirelli ; Loquet et Couriat contre Pineau ; Trousseau crédit contre Leduc ; règlement judiciaire Macre ; Gricourt contre Delvallez Lente ; Société Pennelier et Deligny contre consors Mopin ; Heudeleine contre Amann ; Société ouvrière parisienne de construction contre Maclart ; Guilbaut contre Soyez ; Noirbent Devillepoix contre Six-Gage ; Faillite Glachant ; Faillite Marlier ; Faillite société construction régionale contre Docks valericains ; Concordat Marlier ; Lecat Delattre contre Docks valericains ; société Biscuits Brun Pates La Lune contre Bourgeois ; Gueudet contre Lefranc ; Concordat Troisvallet ; Meulan Fontaine et Leborgne contre Lenglet ; Tillette d'Acheux contre Fouquemberg ; Faillite Pineau ; Marque contre Rosselle ; Flamand contre Tillette d'Acheux ; Faillites Tulier, Gignon, Queval, Ruhaut, Duquesne, Servant, Mini, Vieil ; Demeyer contre Leduc ; Buquet contre Bertin

1957 : règlement judiciaire Laigle ; Bertin contre Bucquet ; Faillite Jourdain contre Fevin ; Grimm contre Leullier père et fils ; Société Agros contre Boudinel ; Établissements Bidegain et fils et Vinay et Société Babybott et Troedle et Société Rooy contre Devismes ; Bernard contre Van Wynendaele ; Faillite société Locquet frères ; Faillite Pineau ; liquidation judiciaire Friburger ; Faillite Penon ; Petitpré contre Entreprise Guiod ; règlement judiciaire Cuivrierie générale du Vimeu ; Lesage contre Deletuilles ; Entreprise aultoise contre Fayolle ; Faillite Buquet ; Marliere contre Stravius ; Établissements Flamand contre

Couriat ; Poupeney contre Debray ; Louvet contre Lecat ; Duminy et Lemichez contre Dubois ; Dumont contre Grimm ; Debray contre Diverchy ; Friburger contre Carlier ; Établissements Allégrier contre société Thuel-Chassaigne ; Bernard contre Van Wynendaele

1958 : Morel et Établissements Frete et ses fils contre Machet et Kerlau ; PéTROD contre société industrielle du Vimeu ; règlement judiciaire Laigle ; Établissements Tirard et fils contre Établissements Boudre ; Roger contre Bloquel ; Établissements Touchard contre Établissements Daulieze ; Établissements Alliguiet contre Jouglar ; SFR contre Établissements Daulieze ; Racine contre Champion ; Établissements Thiebault contre Société générale de couverture et de plomberie ; Hetry contre Fosse ; La Providence contre Duquesne ; Établissements Deprez et fils contre Mourgues ; MRL contre Entreprise aultoise ; Ateliers de rectification et de soudure de Mers contre Debray ; Gaudiard contre Fonderie Stacoffe et Gaudiard ; Thiebe contre Reimel, Keller et Theret ; Lemichez contre Charpentier ; Établissements Mellings contre Lecat ; Banque Journal contre Liaume ; Baggy-Sami contre Lenne ; Entreprise Guidod contre Règlement judiciaire Petitpré ; règlement judiciaire Heudeleine

1959 : faillite Leduc

ORDONNANCES

Ordonnances, président

W 32 à W 35	Requêtes des sociétés commerciales : ordonnances du Président du tribunal de commerce / <i>Dossiers annuels</i> .	1946 - 1998
W 32	1946 - 1965	
W 33	1966 - 1982	
W 34	1983 - 1990	

W 35 1991 - 1998

Ordonnances, juges commissaires

W 36/1 Ordonnances des juges commissaires au redressement judiciaire / 1987 - 1998
Dossiers annuels.

W 36/2 Ordonnances, procès-verbaux d'opposition aux jugements 1965, 1967-1968

MARQUES DE FABRIQUES, DESSINS ET MODELES

W 37 Marques de fabriques : registre aux dépôts* (à l'effet de constater le 1956 - 1959
dépôt des marques de fabrique et de commerce) (26 septembre 1956 -
22 mai 1965), supplément (1954-1959). / *Intéressants modèles de*
marques de fabriques.

W 38 Marques de fabriques, dépôts : dossiers nominatifs. 1960 - 1998

W 39 Dessins et modèles, dépôts : modèles de cachets. déclaration de dépôt 1958 - 1996
de dessins et modèles, correspondance, pv de dépôt.

ACTES DE SOCIETES

Actes constitutifs et modificatifs des sociétés

W 40 à W 66	Actes de constitution, de modification, de dissolution et de liquidation de sociétés, cession de parts, dossiers individuels d'instruction : correspondance, procès-verbal d'assemblée générale, article de presse, publicité, acte de constitution, acte de transfert du siège social, acte de dissolution, acte de mariage, statuts, déclaration aux fins d'immatriculation, déclaration aux fins d'inscription modificative ³ .	1922 - 1986
W 40	Société en nom collectif Leguiel et Caille, Bois-de-Cise (1954) ; Société Leroux Gilbert et Compagnie, Fressenneville (1950, 1952) ; SARL Manufacture parisienne de Robinetterie, Friville-Escarbotin (MPR) (1951) ; Société Delbarre et fils et Compagnie, Woincourt (1951-1964) ; SARL Établissements Petitpré, Friville-Escarbotin (1950-1951) ; SARL Ateliers Jeaubert et Cornillié, Yzengremer (1949) ; SARL Établissements Ducrocq et Tison, Woincourt (1947) ; SARL Grands garages de la Plage de Mers, Mers-les-Bains (1947-1948) ; SARL Transports routiers mersoïses, Mers-les-Bains (1947) ; Établissements Lang et Compagnie (1946) ; Société en nom collectif Dupont et Delsaut, Ault-Onival (1946-1947) ; Société à responsabilité limitée Deulot et Bellwo père et fils, Ault-Onival (1938-1946) ; Société coopérative des Pêches maritimes de Saint-Valery, Saint-Valery-sur-Mer (1945) ; Société au nom collectif Amourette frères, Saint-Blimont (1922, 1942) ; Société picarde de décolletage, (1940-1941) ; Société anonyme Matriçage du Vimeu, Woincourt (1940-1942) ; Société à responsabilité limitée Biscuiterie André, Arrest (1937, 1940).	1922 - 1954
W 41	Société union coopérative des Fabricants de Briques du Vimeu, (1921-1956) ; Société G. et J. Delabie, anciens établissements Nortier, Friville-Escarbotin (1922-1950) ; Société Corbeau et Cie, ancienne société R. Bilhaut et M. Corbeau à Escarbotin, Arrest (1939-1954) ; SARL Christophe et Compagnie, Ault-Onival (1941-1942) ; SARL Debray et Roussel, Saint-Blimont (1943-1946) ; Coopérative des pêches maritimes de Cayeux-Le Hourdel, Cayeux-sur-Mer (1943) ; SARL Pineau frères, Eu succursale à Ault-Onival (1943-1946) ; SARL Entreprise Walls et Guyard, Saint-Valery-sur-Somme (1943) ; SARL Les pêcheries valéricaines, Saint-Valery-sur-Somme (1941) ; SARL Le Mareyeur cayolais, Cayeux-sur-Mer (1945-1946)	1921 - 1955

³ Les dossiers individuels sont classés par numéro d'enregistrement au registre du commerce. Certains sont lacunaires.

; SARL La Potinière, Ault-Onival (1945-1949) ; SARL Aux Galeries d'Onival, Ault (1945) ; SARL Entreprise Aultoise de travaux publics et particuliers, Ault (1948) ; SARL Garages de la plage de Mers, Mers-les-Bains (1945-1947) ; SARL Établissements Fabre père et fils, Mers-les-Bains (1946-1947) ; SARL Maison Clément, Cayeux-sur-Mer (1945-1950) ; SARL Legris et Dallery Saint-Valery-sur-Somme (1946-1948) ; SARL Marclair, Saint-Valery-sur-Somme (1946-1949) ; SARL Comptoir Ménager et immobilier, Cayeux-sur-Mer (1946-1947) ; SARL Atelier de taille et de bouchage de Mers, Mers-les-Bains (1946-1947) ; SARL Comptoir ménager du Vimeu, Woincourt (1946) ; SARL André, Mers-les-Bains (1946, 1955) ; SARL Beudet et Glachant, Mers-les-Bains (1946-1947) ; SARL Jacques Frères, Fressenneville (1947-1951) ; SARL Briqueterie Lecat Wargnier et Compagnie, Friaucourt (1947-1957) ; Société Les Epiceries nouvelles (1947-1954) ; SARL Mers-Garage, Mers-les-Bains (1947) ; SARL La construction régionale, Friville-Escarbotin (1949-1951) ; Société à responsabilité limitée Graineterie de Fressenneville (1943) ; SARL L. et R. Permanne, Ault (1947) ; SARL Lenglet frères, Cayeux-sur-Mer (1947, 1952) ; SARL Lemire et Compagnie, Mers-les-Bains (1947-1948) ; SARL Vasseur et Compagnie, Mers-les-Bains (1947-1950) ; SARL L'Alliage injecté sous pression (ALIP), Friville-Escarbotin (1947, 1958) ; SARL Rossigny et Compagnie, Saint-Valery-sur-Somme (1947, 1953) ; SARL Auriol et Compagnie, Saint-Valery-sur-Somme (1947, 1955).

W 42

SARL Fruiterie "Au jardin de France", Ault (1947) ; SARL Saurisserie picarde, Mers-les-Bains (1948, 1954) ; SARL Hédin Frères, Saint-Valery-sur-Somme (1948) ; Société à responsabilité limitée Ateliers Beaurain et compagnie, Friville-Escarbotin (1948, 1952) ; SARL Entreprise P. Choquart fils et compagnie, Ault (1948, 1952) ; SARL Entreprise artisanale Caron frères, fils et Mabille, Bourseville (1949, 1954) ; SARL Entreprise Deloison et Fouquemberg, Escarbotin (1947) ; SARL Delaittre A. et R. Frères, Friville (1948, 1950) ; SARL Maison Rosine, Mers-les-Bains (1948-1951) ; SARL Loquet frères et Compagnie, Woincourt (1948, 1954) ; SARL Lesure et Thiébaud, Saint-Valery-sur-Somme (1948-1955) ; SARL Agence Monborgne, Ault (1948-1955) ; SARL Établissements de Polissage Empereur et Compagnie, Bourseville (1948, 1950) ; SARL Alimentation Café Tabacs de Mers-les-Bains, Mers-les-Bains (1948) ; SARL Établissements Galhaut Père et fils, Friville (1948) ; SARL Établissements Delahaye Martin et Boclet, Fressenneville (1948-1950) ; SARL Cuivrerie générale du Vimeu, Woincourt (1949-1952) ; SARL Établissement de fonderie de métaux non ferreux Hecquet et Compagnie, Fressenneville (1948, 1957) ; Société en nom collectif Société des tabacs de Mers, Mers-les-Bains (1949) ; SARL O. et C. Legay frères, Friville-Escarbotin (1949) ; SARL Deshaye et Boulnois, Fressenneville (1948, 1952) ; SARL Casino de Saint-Valery-sur-Somme Lhomme et Compagnie, Saint-Valery-sur-

1947 - 1957

Somme (1949, 1953) ; SARL Établissements Elté, Friville (1949, 1951) ; SARL Lucien Delabye et Cie, ancienne SARL Delabye Darroux et Compagnie, Mers-les-Bains (1949, 1951) ; SARL Établissements Marcel Blondin, Friville (1949-1950) ; Société d'alimentation Vins et spiritueux de Grandes marques, Saint-Valery-sur-Somme (1949, 1952) ; SARL Delignières père et fils, Saint-Quentin-Lamotte (1949-1955) ; SARL Les pêcheries de la Manche, Mers-les-Bains (1950) ; SARL Entrepôts des Matériaux de la Somme, Ault (1950-1951).

RC 3370-3432

W 43

SARL Les Matériau du littoral picard, Ault (1950-1954) ; Société Charbonnière de Friville-Escabartin Grongnet Frère, Friville (1950, 1952) ; SARL Comptoir des graviers de la Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1950, 1954) ; Société en nom collectif Macron père et fils, Cayeux-sur-Mer (1949-1950) ; SARL Brasseur-Machet et Guichard, Friaucourt (1950-1951) ; SARL Entreprise Giordano-Ballabio, Mers-les-Bains (1950) ; Société immobilière de Normandie, Ault (1950, 1954) ; Société à responsabilité limitée SARL Entreprise Filipuzzi, Ault (1950, 1953) ; SARL Boulangerie parisienne, Cayeux-sur-Mer (1946) ; SARL Alimentation générale épicerie fine, Cayeux-sur-Mer (1950) ; SARL Beaurin et Compagnie, Les artisans réunis, Valines (1950) ; SARL Maison A. Davergne et Compagnie, Friville (1950-1958) ; SARL Société picarde d'armement, Saint-Valery-sur-Somme (1950, 1953) ; SARL Établissements Postel Frères, Woincourt (1951, 1954) ; SARL Fouquemberg Père et fils (1948-1953) ; SA Société Coopérative rurale de consommation intercommunale d'Yzengremer, Woincourt, Meneslies et limitrophes, Yzengremer (1950) ; SARL Société H. Lartisien et Laurent, Cayeux-sur-Mer (1950-1951) ; SARL Les artisans du cuivre, Ault (1951, 1956) ; SARL L. Cléré et J. Sueur, Tully (1951-1952) ; Société en nom collectif Société des tabacs de Mers, Mers-les-Bains (1951, 1954) ; SARL Robinetterie générale Tison et Compagnie, Woincourt (1951, 1953) ; SARL Entreprise Monnot Warin et Compagnie, Saint-Valery-sur-Somme (1951, 1954) ; SARL La Marée valéricaine, Saint-Valery-sur-Somme (1952, 1954) ; SARL Les cartonnages du Vimeu, Fressenneville (1952, 1954) ; Comptoir industriel du Vimeu (1953) ; Société au nom collectif Porion et Ricouard, Saint-Quentin-Lamotte (1946, 1953) ; SARL Auberge du Père Georges, Bois-de-Cise à Ault (1953-1963) ; SARL A. Dehédin et fils, Saint-Valery-sur-Somme (1953) ; SARL Société Filipuzzi et Compagnie, Allenay (1956) ; SA Les nouveautés pratiques, Mers-les-Bains (1954-1956).

1946 - 1956

RC 3433-3486

W 44 Comptoir valéricain des matériaux, Saint-Valery-sur-Somme (1954-1972) ; SARL société industrielle des Bois et Charbons (SJBC), Saint-Valery-sur-Somme (1954) ; SARL Entreprise générale de constructions et de travaux publics A. et M. Thomas, anciennement Entreprise générale de constructions A. et M. Thomas à Friaucourt, Saint-Quentin-Lamotte (1934-1985) ; Établissements Etienne Boutté, Friville-Escarbotin (1970-1982) ; Société en nom collectif Prestaux et Compagnie, Woincourt (1954-1955) ; SARL Établissements Delattre et Compagnie, Bourseville (1950-1956). 1934-1985

RC 54 B 1 à 54 B 6

W 45 Atelier de soudure et de rectification de Mers, Mers-les-Bains (1946-1969) ; Établissements A. et R. Quennehen frères, Friville-Escarbotin (1970-1980) ; SARL Société du Grand hôtel Bellevue et Beau rivage, Mers-les-Bains (1954-1962) ; Établissements Quennehent, Friaucourt (1948-1970) ; Nouvelles épiceries du Nord, La Madeleine (1939) ; Abattoirs Leroy, ancien Etablissements normands et picards d'abatage, Brutelles (1954-1972). 1946-1980

RC 54 B 7 à 54 B 13

W 46 SARL Boulangerie du littoral, Mers-les-Bains (1951-1957) ; SA Économiques de Normandie / Établissements Économiques rouennais et de Normandie, Rouen (1934) ; SA La construction nouvelle, (1947-1976) ; Établissements Hurtelle (1946-1985) ; SARL Casino Ault-Onival, Ault-Onival (1951-1960) ; SARL Caudron et Hennon, Tully (1950-1981). 1934-1985

RC 55 B 4 à 55 B 15

W 47 Établissements V. Sanson, Cayeux-sur-Mer (1935-1962) ; Société valéricaine des bières de la Manche, Saint-Valery-sur-Somme (1955-1971) ; Les Galeries d'Onival, Ault-Onival (1946-1974) ; Banque L. Dupont et Compagnie, Valenciennes et Ault (1929-1930) ; Établissements Desenclos, Béthencourt (1948-1969) ; SARL Tubtenax, Bourseville (1955-1976). 1929-1976

RC 55 B 17 à 55 B 25

W 48 Electric Radio, Cayeux-sur-Mer (1948-1961) ; Société Fichet, Oust-Marest (1911-1920) ; Entreprise générale de Constructions Duvauchelle et Leleu, Escarbotin (1929-1957) ; Société Industrielle du Vimeu, Woincourt (1922-1970). 1911-1970

RC 56 B 1 à 56 B 7

W 49 SARL Vimeu sanitaire, Escarbotin (1946-1972) ; SARL Société d'exploitation de l'Hôtel Majestic, Mers-les-Bains (1933-1961) ; SA Robinetterie SFR, (1962-1982) ; Société J. Holleville et Compagnie - Établissements Holleville et Duverger, ancienne société en nom collectif Holleville et Guilbard, Tully (1922-1981). 1922-1981

RC 56 B 12 à 56 B 22

W 50 SA Entreprise Pichereau, ancienne SARL Pichereau et Compagnie, Mers-les-Bains (1948-1979) ; SA Ateliers et fonderies du Vimeu, SARL Établissements A. Maclaire, Friaucourt (1919-1974) ; SARL Société des Anciens établissements Charles Dimpre, Friville-Escarbotin (1928-1979) ; SARL Établissements Debray et Compagnie, Woincourt (1957). 1919-1979

RC 57 B 1 à 57 B 10

W 51 Entreprise moderne de polissage (EMP), Friville-Escarbotin (1957-1975) ; Electroplastie générale du Vimeu (EGV), Friville-Escarbotin (1951-1979) ; Etablissements Hardy et Compagnie, anciennement SARL Petit et Hardy, Friville (1947-1957) ; Boucherie Saint Antoine Queval et Devilliers, anciennement Boucherie Saint-Antoine Lamotte Père et fils, Escarbotin (1946-1962) ; Etablissements Bocquet Gérard et Chatelet, Cayeux-sur-Mer (1938-1970) ; Société Librairie Suzanne, Ault-Onival (1950-1970) ; Niebling-Petit et Compagnie, anciennement Etablissements Elie Niebling, Joseph Petit et Compagnie, Friville-Escarbotin (1936-1966) ; Imprimerie commerciale du littoral de la Somme, anciennement Journal et Imprimerie de la Baie de Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1947-1972) ; Ets Frété et Compagnie, anciennement Etablissements Heudeline et Frété, Escarbotin (1946-1985) ; SA d'immeubles à Fressenneville et du Vimeu, Fressenneville (1930-1970) ; SARL Raymond Bernard et compagnie, Fressenneville (1939-1966). 1930-1985

RC 57 B 11 à 57 B 36

W52 SA Saint-Riquier et Compagnie, Saint-Valery-sur-Somme (1947-1972) ; 1927-1984
Briqueterie de la Gare de Chépy-Valines, Valines (1927-1969) ; SARL
Fonderie Blondin et Griel, Friville (1948-1981) . Etablissements Fauquet,
Arrest (1971-1981) ; Etablissements Petit Maloigne, Fressenneville (1970-
1982) ; Etablissements Ducancel et Tavernier, Friville-Escarbotin (1935-
1983) ; SARL Comptoir des Galets de la Manche, Le Tréport, Woignarue
(Hautebut) (1935-1968) ; SARL Lenne père et fils, Fressenneville (1937-
1984).

RC 57 B 38 à 57 B 47

W 53 SARL Clément et fils, Saint-Valery-sur-Somme (1946-1960) ; Sociétés 1937-1985
Saint-Germain Beauval, Saint-Germain et Straub, Friville-Escarbotin
(1974-1982) ; SA Huart, Friville-Escarbotin (1969-1982) ; Société de
Presse du Marquenterre et du Ponthieu, Saint-Valery-sur-Somme (1957-
1969) ; Etablissements Lenel Frères, Friville-Escarbotin (1943-1985) ;
Société à responsabilité limitée Etablissements Holleville père et fils,
Yzengremer (1937-1966) ; Etablissements Guerville Riquier,
Fressenneville (1973-1982) ; SARL Etablissements Charles Holleville et
Fils, Woincourt (1943-1967) ; SARL Duvauchelle et Jourdin, Friville-
Escarbotin (1957-1969) ; SARL Leleu et Compagnie, Friville-Escarbotin
(1957-1985) ; Etablissement L. Chivot, Friville-Escarbotin (1945-1970) ;
SARL Lefebvre et Tellier, Saint-Valery-sur-Somme (1946-1975) ; Société
Nouvelle des Fonderies de Tully, Tully (1957-1975).

RC 58 B 1 à 58 B 17

W 54 SARL Etablissements Jolly père et fils « Polalux », Bois de Cise (commune 1939-1982
d'Ault) (1952-1963) ; Etablissements Banides et Debeaurain, Ault (1947-
1960) ; SARL Anciens Etablissements Gaudefroy-Caqueret, Tully (1947-
1972) ; SNL Socha Frères, Saint-Valery (1958-1961) ; SA du Casino de
Saint-Valery, Saint-Valery-sur-Somme (1958-1961) ; SARL Fonderie
Coquille HR, Béthencourt-sur-Mer (1958-1961) ; SA sociétés d'assurances
du groupe La Paternelle, Paris, agence générale de Saint-Valery-sur-
Somme et Cayeux-sur-Mer (1939) ; SARL Etablissements Lartisien,
Friville-Escarbotin (1947-1964) ; SARL Etablissements Allégrier, Friville
(1948-1972) ; SARL A. Delaittre et fils, Friville (1947-1963) ; SARL
Etablissements Arsène Poilly et ses fils, Fressenneville (1948-1965) ; SARL
Etablissements Eugène Allot et ses fils, Friville-Escarbotin (1946-1982) ;
SARL Burgnières-Berhier et Compagnie, Saint-Valery-sur-Somme (1953-
1965) ; SARL Etablissements R. Cagny et ses fils, Belloy-sur-Mer (1945-

1970) ; SARL Journal de la Baie de Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1950-1969).

RC 58 B 18 à 58 B 48

W 55 SARL Anciens établissements Varley-Bocquet, Friaucourt (1943-1976) ; 1943-1981
SARL Hôtel de Picardie, Mers-les-bains (1952-1965) ; SARL Garage de la Ferté (anciennement Bourdon et Cie), Saint-Valery-sur-Somme (1945-1971) ; SARL Société des Briqueteries Flet, Bourseville (1949-1962) ; SA Modern'Transports, Mers-les-Bains (1959-1960) ; Société en nom collectif Cinéma des variétés, Saint-Valery-sur-Somme (1949-1961) ; Les Galets Reyvi (LGR), Cayeux-sur-Mer (1960-1969) ; Société Covimex, Friville-Escarbotin (1960-1970) ; Etablissements Robimeca / SARL Etablissements Deloison, Escarbotin (1961-1975) ; SARL Auberge des Pins, Brighton (1962-1978) ; Société anonyme nouvelle des silices de l'ouest et du nord (SANSON), Cayeux-sur-Mer (1961-1981).

RC 59 B 2 à 62 B 6

W 56 Société en nom collectif Carrette Feneuille et Fille, Saint-Valery-sur- 1960-1968
Somme (1960-1968) ; SARL société d'étude et de construction, acienne Entreprise Fournier et Compagnie, Mers-les-Bains (1963) ; SARL Hostellerie de la Baie, Saint-Valery-sur-Somme (1963-1964).

RC 63 B 3 à 63 B 10

W 57 SA Société nouvelle des établissements Crouy, anciennement Crouy- 1938-1981
Saint-Valery SA et Etablissements Crouy et Compagnie SA, Boismont (1963-1974) ; SARL Docks Valericains, Saint-Valery-sur-Somme (1946-1964) ; Carrières de Hautebut SA, Hautebut (1964-1966) ; SARL Hôtel des Pilotes, Saint-Valery-sur-Somme (1964-1981) ; Société Houard Frères, Pendé (1967-1979) ; Société Nouvelle de Travaux Public, Pinchefalise (1964-1981) ; Société Star Spectacles, Mers-les-bains (1938-1969).

RC 64 B 1 à 64 B 11

W 58 Legrand J. S. et Cie, Friville-Escarbotin (1965) ; SARL Imprimerie 1965 - 1981
Lafontaine, Mers-les-bains (1965-1966) ; SARL Bailleul et Hemelsdael, Saint-Valery-sur-Somme (1965-1977) ; Société d'Exploitation Galets et Sables « SGS », Cayeux-sur-mer (1965-1981) ; Sanitaire-Innovation « SANINOV », Bourseville (1965-1973) ; Société d'Etude pour la

Robinetterie du Vimeu « SERVI », Friville-Escarbotin (1965-1969) ; SNC Robert et Camus, Mers-les-bains (1966-1977) ; SARL Société de Distribution et d'Etudes Commerciales, Saint-Valery-Sur-Somme (1966-1968) ; Etablissements A. Pianezzi, Saint-Valery-sur-Somme (1966-1976) ; Société Rousselle et Cie Comptoir de la Robinetterie, Friville-Escarbotin (1967-1973) ; SARL Aludin, Friville-Escarbotin (1967-1976).

RC 65 B 3 à 67 B 12

W 59 SA Guareski, Friville Escarbotin (1973-1982) ; Affinerie de la Bresle, Saint-Quentin-Lamotte (1972-1976) ; Société I.N.T.R.A.D, Cayeux-sur-mer (1969-1975) ; S.E.R.V.I, Friville-Escarbotin (1970-1979) ; Excawoi, Hautebut (1936-1983) ; S.E.D.E.C (Société d'Exploitation Des Etablissements Cléré), Béthencourt-sur-mer (1968-1974) . 1936 - 1983

RC 68 B 1 à 69 B 3

W 60 Les Conseillers Funéraires de Picardie, Saint-Valery-sur-Somme (1970-1978) ; Saint Valgrain, Saint Valery-sur-Somme (1970-1972) ; COVIMEX, Friville-Escarbotin (1975-1986) ; Société Cayolaise d'Equipements Immobiliers, Cayeux-sur-mer (1970-1975) ; Entreprise Générales de Câbles et Canalisation « EGCC » (anciennement Entreprise Générale de Constructions), Ault (1953-1974) ; Entreprise de Récupération Lenne « ERL », Vaudricourt (1970-1975) ; Etablissements O. Rousselle, Friville-Escarbotin (1970-1983) ; SARL Flandres Garage, Mers-les-bains (1970) ; Laboratoires S.V.R., Ault (1970-1977) ; SOLOMAT, Ault (1971-1973). 1953-1983

RC 70 C 1 à 72 B 2

W 61 SARL Société des Abrasifs de la Manche (SABRAM), Hautebut-Woignarue (1970-1971) ; Emerton et Duchier SNC, Cayeux-sur-Mer (1971-1987) ; SA Etablissements Delabre Roger, Friville-Escarbotin (1970-1983) ; SARL Sables, graviers, produits industriels, Woignarue (1972) ; SARL Le Neptune, Cayeux-sur-Mer (1972-1980) ; SARL société d'exploitation des galets de Cayeux, Lanchères (1972-1977) ; Société Dufrien, Charcuterie, salaison, Bourseville (1972-1978) ; SARL Création House, Saint-Valery-sur-Somme (1972-1981) ; SARL PRODIMA (production diffusion de mécaniques appliquées), Saucourt-Nibas (1972-1976) ; Fonderie d'art, Saint-Blimont (1972). 1970 - 1987

RC 71 B 1 à 72 B 17

W 62 SARL Polisoud, Friaucourt (1973-1981) ; SARL Trameta, Friville-Escarbotin (1973) ; SARL Etablissements James Brohon, Saint-Valery-sur-Somme (1973) ; SARL Télé-rapid, Mers-les-Bains (1973-1982) ; SARL anciens établissements Leguay, Friville-Escarbotin (1973-1979) ; SARL Polichrom, Tully (1973-1975) ; SARL SAPI, Yzengremer (1974-1980) ; SA SERPIC, Saint-Valery-sur-Somme (1974-1978) ; Hall nautique de la Baie de Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1974-1983) ; SARL Camping du Port, Saint-Valery-sur-Somme (1974-1980) ; SARL Etablissements Guerville-Thirard, Fressenneville (1974-1979) ; SARL Supermarché du Sanitaire, Friville-Escarbotin (1974-1976) ; SA Comptoir industriel du plastique et du sanitaire, Ault (1974) ; SARL Parpaings Villemant Jackie, Friville-Escarbotin (1974). 1973 - 1983

RC 73 B 3 à 74 B 14

W 63 SARL Audilec, Mers-les-Bains (1974-1976) ; SARL Chantier naval de l'Anitra, Boismont (1975-1980) ; SA Etablissements Dumas, Ault (1975-1985) ; SA Société des Quartz de Bonne Nouvelle / Soquabon, Cayeux-sur-Mer (1977-1980) ; SARL Société d'exploitation des anciens établissements Allégrier, Friville-Escarbotin (1976-1977) ; SARL Merselec, Mers-les-Bains (1976-1986) ; SA Garage de la Bresle, Mers-les-Bains (1976-1981) ; SA Société Métallurgique du Vimeu, Saint-Valery-sur-Somme (1976-1984) ; SARL Lagaveaux, Friaucourt (1976-1985). 1974 - 1986

RC 75 B 1 à 76 B 8

W 64 SARL Medico-mat, Yzengremer (1976-1983) ; Dimex, Valines (1977) ; ARTIS, Friville-Escarbotin (1977) ; DROP (société de distribution de robinetterie de Picardie), Cayeux-sur-Mer (1977-1979) ; SARL Le clos picard André Pecquerelle, Franleu (1978-1983) ; SARL Promoviande, Ault (1977) ; Hunzinger Frères, Mers-les-Bains (1978) ; SARL Garage de l'esplanade, Cayeux-sur-Mer (1978-1982) ; SARL Rapid Pressing, Mers-les-Bains (1978) ; Tailleux et compagnie, Saint-Blimont (1978-1979) ; SARL Garage Paris et Dehedin, Vaudricourt (1979) ; SARL Office de la propriété de campagne, Saint-Valery-sur-Somme (1979) ; Sotragaz, Mers-les-Bains (1979) ; SARL Auto 59, Brighton (1979-1981). 1976 - 1983

RC 77 B 1 à 79 B 12

W 65	Société civile immobilière La Maison de la mer, Saint-Valery-sur-Somme (1980-1985) ; SARL ROBCO travaux sur métaux, Friville-Escarbotin (1980) ; SARL Société nouvelle de réhabilitation du logement (SNRL), Boismont (1980-1986) ; SARL Aviation inter régionale (AIR), Cayeux-sur-Somme (1980-1981) ; SARL Esmo France, Cayeux-sur-Somme (1980-1984) ; SARL Entreprise Desplanches, Saigneville (1980-1981) ; GIE (groupement d'intérêt économique) Les Maisons du Vimeu, Escarbotin (1981-1987) ; SARL B. Beza, Mers-les-Bains (1981-1982) ; SARL Société Robi-Décor Legay Frères, Friaucourt (1981-1984) ; SARL Société des chantiers de l'Anitra, Boismont (1983).	1980-1987
------	---	-----------

RC 80 D 4 à 82 B 18

W 66	GIE Les fermiers de la Baie de Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1981-1982) ; SARL Société d'exploitation des établissements Caron Lenel, Friville-Escarbotin (1983-1987) ; SARL Société de Découpe industrielle du Vimeu (SDIV), Offeux (1983-1984) ; SARL Amélie, Friville-Escarbotin (1983-1987) ; SARL Garage 2000, Cayeux-sur-Somme (1983-1986) ; SARL Au jardin d'Espagne, Ault (1983) ; SARL WB Sanitaire, Saint-Valery-sur-Somme (1984) ; SARL Verdier et compagnie, Mers-les-Bains (1983-1986) ; SARL Hall nautique de la Baie de Somme, Saint-Valery-sur-Somme (1984) ; SARL Chroma Métal du Vimeu, Friville-Escarbotin (1985-1986).	1981 - 1987
------	---	-------------

RC 83 C 1 à 86 B 5

Registres de procès-verbaux de dépôt des actes de sociétés

W 67 à W 69	Procès-verbaux de dépôt des actes de sociétés.	1940 - 1998
W 67*	1940 - 1969	
W 68	1963 - 1984	
W 69	1985 - 1988	
W 70	Procès-verbaux de dépôt de procès-verbal (1988-1990), journal récapitulatif des dépôts de comptes annuels (1992-1998), journal récapitulatif des dépôts d'actes de société (1991-1998).	1988 - 1998

LIQUIDATIONS JUDICIAIRES ET FAILLITES

Dossiers : état de production, correspondance, requêtes, reddition de comptes, état de la liquidation judiciaire, publication, ordonnance, jugement, procès-verbal de dissolution d'union, état de situation de comptabilité des faillites, bordereau de production, pouvoir pour faillite ou liquidation judiciaire, facture, tableau des votes émis pour le concordat, récépissé d'inscription au registre chronologique, état de la vérification du passif, déclaration aux fins d'inscription modificative, état des marques de fabrique déposées, état de situation mensuel, dépliant publicitaire, rapport de clôture pour insuffisance d'actif, état des privilèges, reconnaissance de dette, notification de modification opérée d'office, notice pour le casier judiciaire, mémoire ou compte sommaire de l'état de la faillite, état des sommes dues, lettre-certificat de créance, état de répartition et ordonnance de paiement.

Faillites

W 71	Etablissements E. Maquennehen & Imbert, Friville-Escarbotin (1940-1944) ; Bilhaut Roland, Friville-Escarbotin (1942) ; Blondel, Meneslies (1942-1943) ⁴ .	1940-1944
W 72	Simone Liaume (Ault) contre Antoine Gaudefroy (Tully) (1941-1946) ; Monnier, Cayeux-sur-Mer (1945-1948) ; Albert Sauzet, Saint-Valery-sur-Somme (1947-1954) ; Roger Mouillard, Bourseville (1935-1954) ; Capin, Onival-sur-Mer (1948-1950) ; Gaston Rompteaux, Mers-les-Bains (1947-1953).	1935-1954

⁴ Dossier en mauvais état.

W 73	René Pineau, Cayeux-sur-Mer (1949-1967) ; Léon Denibas, Béthencourt-sur-Mer (1948-1950) ; Alfred Torchy, Cayeux-sur-Mer (1949-1957) ; Fernande Polleux, Saint-Valery-sur-Somme (1949-1954).	1948-1967
W 74	Charles Ravault, Cayeux-sur-Mer (1950-1954) ; Michel Lemaire, Ault (1950-1956) ; Emile Hans, Mers-les-Bains (1950-1954) ; Graineterie de Fressenneville Jean Laurette, Fressenneville (1951-1955) ; Nestor Paulet, (1951-1957) ; Charles Gruet, Ault-Onival (1951-1955) ; Désiré Delbarre, Woincourt (1951-1964).	1950-1964
W 75	Jacques Robert, Fressenneville (1952-1959) ; Gilbert Dominé, Cayeux-sur-Mer (1952-1954) ; Claire Basquin, Mers-les-Bains (1951-1952) ; Etablissements Delbarre Frères, Woincourt (1952-1975) ; Antoine Riva, Cayeux-sur-Mer (1952-1959) ; Jean Tulier, Oust-Marest (1952-1957) ; Jean Gignon, Ault (1952-1958) ; Roger Pamiseux, Saint-Quentin-Lamotte et Ault-Onival (1952-1960) ; Gérard Quéval, Belloy-sur-Mer (1952-1966) ; Raoul Degremont, Vaudricourt (1949-1959) ; Société André et André Bravard, Mers-les-Bains (1953-1962) ; Raymont Briquebec, Ault-Onival (1952-1964) ; Société P. Choquart fils et Compagnie, Ault (1951-1959) ; Lucien Ruhaut, Ault (1952-1956).	1949-1975
W 76	Ateliers Beaurain et Cie, Escarbotin (1952-1962) ; Société Marclair, Saint-Valery-sur-Somme (1953-1955) ; Entreprise aultoise de travaux publics et particuliers, Ault (1953-1962) ; Marcelle Duquesne, Mers-les-Bains (1953-1956) ; Michel Servant, Saint-Valery-sur-Somme (1952-1957) ; Pierre Hecquet-Montassine, Saint-Valery-sur-Somme (1951-1956) ; Marcel Minault, Cayeux-sur-Mer (1953-1956) ; Serge Mini, Arrest (1952-1956).	1951-1962
W 77	Cattalano, Mers-les-bains (1953-1955) ; Edmond Mollie, Escarbotin (1953-1959) ; Société A. Dehédin et Fils, Saint-Valery-sur-Somme (1953) ; Abel Lejeune, Béthencourt-sur-mer (1953-1956) ; Jean Vieil, Ault (1953-1956) ; Camille Humblet, Friaucourt (1951-1959) ; M.P.R. « Manufacture Parisienne de Robinetterie », Escarbotin (1953-1956) ; Mercédès Debure, Escarbotin (1953-1970).	1951-1970
W 78	Henri Pineau, Saint-Quentin-Lamotte (1953-1961) ; Fernand Piochel, Lanchères (1954-1962) ; Jean Cuinet, Ault (1953-1964) ; René Albanu, Monaco contre Mayere, Saint-Valery-sur-Somme (1953-1954) ; Raymond Mayere, Saint-Valery-sur Somme (1954-1961) ; Françoise Lejeune	1951-1961

Tavernier, Béthencourt-sur-mer (1952-1955) ; Friburger Chollet, Ault (1951-1958) ; Beauval Boubert, Lanchères (1954-1955) ; Société Loquet Frères, Woincourt (1954-1961).

- W 79 Andrée Pamiseux Poix, Ault-Onival (1955-1957) ; Prosper Delhez, Ault (1954-1959) ; Moïse Jourdin, Bourseville (1954-1959) ; Flore Capendu Dimpres, Ault (1954-1955) ; Roland Bovin, Saint-Quentin-Lamotte (1955-1961) ; Henriette Alexandre-Lemaire, Saint-Valery-sur-Somme (1955-1965) ; Jean Lavigogne, Friaucourt (1955) ; Solange Marlier, Ault (1955-1967) ; Claude Gence, Friville-Escarbotin (1955-1966) ; Alfred Barlier, Escarbotin (1955-1964) ; Eugène Goudin, Saint-Valery-sur-Somme (1951-1963). 1951-1967
- W 80 Pierre Macré, Mers-les-Bains (1954-1957) ; Emile Laigle, Cayeux-sur-mer (1955-1985) ; Serge Ricouart, Fresseneville (1955-1959) ; Walter Grimm, Escarbotin (1955-1964) ; Irène Troisvallet, Friaucourt (1955-1957) : Cuivrerie Générale du Vimeu, Woincourt (1952-1967). 1952-1985
- W 81 Galhaut Père et Fils, Friville-Escarbotin (1955-1963) ; Pierre Bourgogne, Lanchères (1956) ; Jules Penon, Nibas (1955-1957) ; Charles Glachant, Onival-sur-Mer (1956-1959) ; René Heudeleine, Woincourt (1956-1964) ; Guy Ducrocq, Bourseville (1956-1960) ; Jacques Petitpré, Friville-Escarbotin (1956-1964) ; Maurice Loquet, Tully (1956-1961) ; SARL La construction régionale Lecat et Delattre, Woincourt (1955-1960) ; Paul Lorson, Saint-Blimont (1956-1962). 1955-1964
- W 82 Maison Desvismes, Saint-Valery-sur-Somme (1955-1962) ; Gustave Henri Buquet, Cayeux-sur-Mer (1957-1960) ; Marcel Machet, Woincourt (1957-1964). 1955-1964
- W 83 Jean Lavigogne, Friaucourt (1958-1960) ; Louis Benoît, Bourseville (1958-1973) ; Lucette Postel née Gruet, Woincourt (1958-1965) ; Abel Nortier, Woincourt (1958-1961). 1958-1973
- W 84 Michel Constant Octave Leduc, Friville-Escarbotin (1956-1967) ; Sigismond Guilbaut, Escarbotin (1959-1962) ; Gustave Leullier, Tully (1959-1962) ; Geneviève Raclin, Mers-les-Bains (1959-1968) ; Consorts Vérité-Rappasse, Ault (1959-1961) ; Robert Duflot, Saint-Blimont (1959-1974) ; Madeleine Moitre, Saint-Valery-sur-Somme (1958-1966) ; Claude

Dubus et Monique née Vandecasteele, Wathiéhurt (1960-1965) ; Pierre Fossé, Yzengremer (1960-1967) ; Alain Bédouet, Escarbotin (1960-1967).

W 85	Société nouvelle des fonderies de Tully, Tully (1957-1971).	1957-1971
W 86	Etablissement Gaudefroy-Caqueret, Tully (1959-1963) ; Arthur Cailly, Friville-Escarbotin (1960-1963) ; Maurice et Georges Pecquery, Woincourt (1960-1967) ; Adrien Delaittre, Friville (1961-1966) ; Claude Dubus, Wathiéhurt (1961) ; Marcel Villefroy, Pendé (1961-1967) ; Achille Riquier, Belloy-sur-Mer (1961-1971).	1959-1971
W 87-88	Etablissements Chivot, Friville-Escarbotin.	
	W 87 1961-1969.	
	W 88 1973-1977.	
W 89	Jacques Blay, Ault (1961-1964) ; Marcel Guilbaut, Friville-Escarbotin (1962-1970) ; Etablissements Delbray et compagnie, (1962-1968) ; Etablissements Niebling Petit et Compagnie, Friville-Escarbotin (1961-1965) ; Touchard et Haudiquert, Allenay (1961-1970) ; Etablissements Marcel Blondin, Friville (1961-1966).	1961-1970
W 90	André Lecat, Ault (1962-1965) ; Gérard Rade, Saint-Quentin-Lamotte (1962-1967) ; Marcel Renard, Ault (1962-1965) ; Daniel Tripet, Saint-Valery-sur-Somme (1962-1968) ; Jacques Lucien, Saint-Valery-sur-Somme (1963-1965) ; SA Casino, Saint-Valery-sur-Somme (1963-1965) ; Suzanne Brézillon-Moreau, Ault (1963-1965) ; Yvonne Denecker, Saint-Valery-sur-Somme (1963-1965).	1962-1968
W 91	Société d'études et de construction capital, Mers-les-Bains (1963-1970) ; Henri Hedin, Cayeux-sur-Mer (1964-1971) ; Jacques Prévot, Mers-les-Bains (1964-1967) ; Pierre Douay, Hautebut (1964-1967) ; Micheline Vattier-Bouchard "Les Ateliers de la Prairie", Mers-les-Bains (1964-1974) ; André Leclere, Woincourt (1964-1977).	1963-1977
W 92	Paul Allegrini, Friville-Escarbotin (1964-1966) ; Pierre Lenglet, Cayeux-sur-mer (1963-1967) ; Raymond Peltier « Chaussures Rally », Friville-Escarbotin (1965-1967);Danièle Pelletier « Hôtel d'Anjou », Cayeux-sur-	1963-1972

mer (1965-1971) ; SARL Docks Valericains, Saint-Valery-sur-Somme (1965-1972) ; Paul Chaillou « Radio Belleplace », Ault (1965-1969) ; Établissements Delattre et Cie, Bourseville (1965-1966).

- W 93 Jean-Marie Delattre, Saint-Valery-sur-Somme (1966-1973) ; René 1966-1978
Jacques, Yzengremer (1966-1978) ; Georges Legaie, Ault (1966-1969) ;
Bernard Dériémont, Mers-les-Bains (1966-1996) ; Ateliers et fonderies du
Vimeu, SARL Etablissements A. Maclaire, Friaucourt (1966-1970) ; Luce
Ducroq, Etablissements Morel L., Ochencourt (1966-1973) ; répertoire
des sociétés (1955-1967).
- W 94 SA Société Holleville Père et fils, Yzengremer (1965-1971) ; Carrières de 1965-1977
Hautebut, Hautebut (1967-1977) ; Simone Jannot, Hôtel la Caravel,
Mers-les-Bains (1967-1971) ; Marcel Vancells, Ault lieu-dit Bellevue
(1967-1972) ; Gérard Grenier, Mers-les-Bains (1967-1970) ; Camille
Godard, Saint-Quentin-Lamotte (1967-1977) ; Guy Marion, Cayeux-sur-
Mer (1967-1971).
- W 95 Lacunaire : retour désinfection le 22/08/2002
- W 96 Anna Solbès, Friville-Escarbotin (1969-1974) ; Jeanne Godard, Pendé 1969-1978
(1969-1970) ; Geneviève Bacot, Saint-Valery-sur-Somme (1969-1978) ;
Monique Bonnier, Mers-les-Bains (1969-1977) ; Emile Vérité, Ault (1970-
1975) ; Solange Marlier, Ault (1969-1970) ; Christian Laude, Mers-les-
Bains (1969-1976) ; Cagny et fils, Belloy-sur-Mer (1969-1973).

Archives d'établissements liquidés

- 1390 W 97 Registre de comptabilité, liquidation des biens et règlements judiciaires 1951-1987
du patrimoine :
- 04/05/1951-02/12/1953 (n°11-46)
 - 13/10/1965-07/07/1976 (n°69-169)
 - juillet 1976-21/12/1983 (n°170-263)
 - 04/04/1984-17/06/1987 (n°264-321)

Statistiques

W 98

Activité du tribunal : statistiques semestrielles et annuelles

1958 - 1999

AFFAIRES MARITIMES

Rapports d'experts

W 99

Rapports d'experts : *dossiers nominatifs*.

1949 - 1961

Godefroy et la compagnie d'assurance La Flandre/Briclot (1957-1960) ; Société Docks valéricains/Melle (1956-1960) ; Roger / Union transports (1958-1960) ; Entreprise aultoise / Fayolle (1957-1959) ; Fouquemberg / Martin (1960-1961) ; Grimm / Leuillier (1955-1957) ; Fort / Tison (1955-1957) ; Delepin / Somont (1954-1955) ; Vichery / Arnoux (1953-1954) ; Fossé / Désenclos (1954) ; Gérardot / Thomas (1953-1954) ; Fouquemberg / Jably (1953) ; Loquet / Martin (1953) ; Loquet frères et Cie / Tison (1953) ; Postel / Postel (1953-1955) ; Lamarche / MPR (1952) ; Frepaz / Lecat (1952) ; Leborgne / Bressant (1952-1954) ; Verlant Beaurain / Hecquet (1951-1952) ; Blay / Bertrand (1951-1952) ; Deloison / Fouquemberg (1949-1950) ; Durand / Melle (1957) ; Ateliers de rectification et soudure / Debray (1957-1958) ; Tavernier / Debeaurain (1955-1956) ; SOPC / Maclart (1955-1956) ; Fouquemberg / Mussche (1955) ; Société ouvrière parisienne / Maclart (1955) ; Entreprise Robart / Raymond Lemaire (1955) ; Etablissements Thiébault / Société générale de couverture et de plomberie (1958) ; Fouquemberg / Fètre (1957) ; Fouquemberg / Poulain (1957) ; Moreau / Ruhaut (1959-1960) ; Dartois / Rapasse (1960) ; Robart / Lecas (1949-1955) ; Tillette / Tetelin (1955) ; Delignières / Godin (1955) ; Arnoux / Vichery (1954) ; Leborgne / Bressant (1954) ; Platel / Delaittre (1954) ; Verlant Beaurain / Hecquet (1952) ; Poulain / Becker (1952) ; Blay / Bertrand (1952) ; Dufлот / Lyon Plastic (1952) ; Blondin / Delepine (1951) ; Laschon / Vitte (1950) ; Godard / Rouffroy (1949) ; Delabie / Jourdain (1950) ; SARL

Bourdon et Cie / Godart (1950) ; Roger / Allégrier (1948-1950) ; Grosbois / Cecchini (1952-1958) ; Robart / Lecat (1954-1955) ; Crépin / Lefebvre (1955) ; Lefebvre / Lefebvre (1955) ; Monard / Lefebvre (1955) ; Lefebvre / Lefebvre (1955) ; Caron / Lefebvre (1955) ; Filipuzzi / Franchet et Liaume (1955-1957) ; Construction nouvelle / Hurtelle (1955) ; Construction nouvelle / Delaittre (1955) ; Carré / Lejosne (1960) ; Suzanne Teneur / Houillier (s.d.) ; Conseil / Coudray (1958) ; Boutte / Nardin (1958) ; Rivet / Fossé (1958) ; Jourdin / Godart-Desprez (1958) ; Cecchini / Société générale poids lourds (1957-1958) ; Robart / Lemaire (1956-1958).

W 100	Rapports d'experts.	1960 - 1979
	Procès-verbaux : conciliation, non-conciliation, comparution personnelle des parties.	1960 - 1969
	Formules de serments d'experts, dépôt.	1965 - 1980
	Nomination d'experts.	1967 - 1969

Rapports de mer

W 101	Gestion des navires : rapports de mer des capitaines de navires, avis aux navigateurs, serment, correspondance. 19 juillet 1944 - 19 août 1999	1944 - 1999
-------	---	-------------

Pièces

W 102	Courtiers maritimes, cession de charge : correspondance, article, certificat, immatriculation au registre du commerce.	1989 - 1990
	Assemblée commerciale, organisation du pilotage et tarifs des droits de courtage maritime, instruction annuelle des dossiers : procès-verbal de réunion, arrêté préfectoral, note d'information, correspondance, rapport de règlement local, grille tarifaire, règlement intérieur, texte de loi.	1946 - 1987

